

Etienne Henry et Céline Sachs-Jeantet

Envahir, conseiller et gouverner . . . la ville d'Amérique latine

On avait voulu dissiper ces groupes, on avait voulu faire taire ces cris, et, comme cela arrive en pareil cas, les groupes s'étaient grossis et les cris avaient redoublé
(*Vingt ans après*, Alexandre Dumas, 1845)

Tout un chacun arrive aujourd'hui aisément en ville: c'est devenu un passage obligé dans nos sociétés. Il est pourtant des contrées où l'on doit produire sa ville avant que d'en franchir les murs, au sens le plus physique d'un acte fondateur comme à celui, métaphorique, d'une innovation de réalités sociales. On met alors en œuvre des pratiques de transgression et d'innovation combinant l'action et le projet. Un tel rapport entre le néo-citadin et les idées qui le meuvent concerne autant la vision que le regard, le passage que le passeur et l'urbanisé que l'urbanisant. Ainsi, le discours sur la ville s'énonçant en Amérique latine depuis deux décennies révèle-t-il un mode sui generis d'appréhension des phénomènes urbains. Pour rendre compte de l'élan de cette action, la métonymie s'impose non seulement comme procédé littéraire d'exposition, mais aussi à divers niveaux d'élucidation du contenu de la relation causale, analogique, formelle ou bien encore référentielle, entre les concepts et objets ainsi mis en rapport. Reste à lire la recherche urbaine latino-américaine comme un roman de cape et d'épée, ainsi qu'y invite le propos affiché en exergue . . . , en espérant y trouver un dénouement.¹

1. Trois mousquetaires, ou un contingent de chercheurs?

Vingt ans de recherche urbaine en Amérique latine: une production autochtone qui s'ouvre aussi à l'étranger, dans un étroit rapport

Information sur les sciences sociales (SAGE, Londres, Newbury Park et New Delhi), 32, 2 (1993), pp. 303-361.

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 37459

Cote : 3

de complicité et d'altérité. L'objet commun, la ville, est fort intrigant,² même si parfois bien dramatique, à en croire les réductions opérées par nos médias: hordes d'enfants semant le crime dans la décadente Rio-de-Janeiro, bombes dans tous les lumineux sentiers des "bidonvilles" liméniens ou narcotrafiquants corrompant la misère colombienne aux dépens de nos vices . . .³ Pour percer l'énigme de cette réalité-fiction, il conviendrait de commencer la trilogie par son premier volume (*Les trois mousquetaires*, Dumas, 1844). Nous n'en sommes pas encore là dans une relecture⁴ qui peut pourtant partir du second tome de l'action narrée. En remontant vingt ans avant, le père Lebreton⁵ nous apparaîtrait peut-être sous les traits de d'Artagnan et Régis Debray⁶ sous ceux d'Aramis; quant à Athos et Porthos, leurs traits se dévoilent dans les pages écrites par la génération actuelle des chercheurs de ville. Le contingent des penseurs de la ville latino-américaine est quelque trois cents fois plus étoffé que la brigade de Dumas, et à son instar ils vivent la même épopée qui les fait se retrouver d'un épisode à l'autre, assurant certaine permanence transgénérationnelle entre les trois registres de la pratique, de l'expertise et du pouvoir.

1.1 *Propos latins sur la ville d'Amérique*

L'histoire de ce continent, qui est aussi le berceau de notre Europe si c'est dans la conquête que celle-ci se constituait il y a cinq siècles,⁷ est semée d'équivoques: il porte le nom d'un navigateur ainsi erronément récompensé par un instituteur vosgien, ses habitants sont les indiens que Christophe Colomb crut trouver (par une objurgation religieuse qui lui survécut longtemps) et ses villes ressemblent toutes à l'explosive Macondo où aboutissent sans cesse les épopées du colonel Aureliano Buendía.⁸ Mais de telles dénominations sont aussi fondatrices de réalités, attirant et épouvantant dans le même mouvement de notre œil s'éloignant dans la différence.⁹ Même si c'est encore par abus de langage, latines elles sont, donc proches de nous, et la ville latino-américaine se pose comme un objet propre pour l'historien, l'homme de lettres comme dans les sciences humaines.

Ainsi, au cours des deux dernières décennies, la recherche urbaine a irradié les vingt pays de cette région.¹⁰ Au Chili et en Argentine (et dans une moindre mesure au Mexique et au Brésil) se sont constitués ses noyaux les plus anciens, autour d'institutions universi-

taires locales et d'organisations internationales (séquentiellement: Torcuato di Tella, Ford, Cepal, Siap, Clacso)¹¹ poussant vers la méta-théorie, remémorée par des passeurs entre générations.

Mais, au fond du continent, les pays du cône sud ont été soumis à des changements politiques brutaux qui ont profondément altéré la dynamique de la recherche, elle-même politisée, et qui ont provoqué des discontinuités dans les trajectoires locales. Les pays andins ont aussi alimenté, avec un certain décalage, une recherche plus marquée par les caractéristiques propres du processus d'urbanisation de cette région (les bidonvilles, la croissance tardive . . .). Au Brésil, les études urbaines, pourtant déjà anciennes, ont proliféré avec le miracle économique, sous le régime militaire, et avec l'intervention puissante de l'Etat. Au Mexique, la recherche est restée essentiellement universitaire, en étroite relation, y compris contradictoire, avec l'administration. En Amérique centrale, la recherche est moins consolidée parce que la problématique urbaine ne s'impose pas avec la même acuité et la petite taille des pays justifie une préoccupation plus régionale qu'urbaine.

La diversité renvoie à l'unité: les réalités sont suffisamment variées d'un extrême à l'autre du continent — comme d'ailleurs d'un bout à l'autre d'un pays, voire d'une zone à l'autre d'une ville — pour qu'on discute de la pertinence d'un dénominateur commun. Or la recherche urbaine latino-américaine s'affirme comme expression d'une réalité transcendant les particularités, et c'est là probablement une des principales raisons de sa pérennité. On pourrait étendre cette assertion aux sciences sociales en général, qui se développent au rythme des acteurs sociaux.¹²

En quoi cette ville-là différerait-elle des réalités connues ailleurs? En ce que toute ville est circonscrite dans une société. Mais peut-on alors parler de société latino-américaine, porteuse de formes urbaines particulières? Son analyse remettrait en question les principes que posent les uns pour construire l'urbain, et les autres plus simplement pour y lire des faits sociaux non circonscrits à un tel cadre. La ville latino-américaine est-elle originale au point qu'on spéculerait sur vingt ans d'élucubrations particulières?¹³ Revenant au champ urbain, on peut difficilement nier l'existence d'un discours savant particulier, même s'il n'est pas totalement autonome. Et le rapport entre ce discours-ci et cette réalité là nous intéresse au plus haut point, ne serait-ce que parce qu'il est à peine en retrait de l'action sociale et du politique, s'immisceant entre les deux par ses aspirations interventionnistes. Si la légitimité scientifique du

découpage d'un champ urbain a pu être niée dans les sociétés "post-industrielles" (notamment par Manuel Castells dans sa diatribe avec Henri Lefèvre dans les années 1970)¹⁴ pourrait-il en être autrement dans le cas de l'Amérique latine?

La réflexion urbaine y a une spécificité telle qu'on peut en esquisser le profil propre. Elle révèle une réalité différente, en même temps que sa manière d'aborder la réalité diffère. Le débat latino-américain exprime un mode cognitif propre et apporte des éléments de réponse locaux à des défis, non seulement urbains, mais aussi économiques et socio-politiques. Ce débat, partant de modes d'approche spécifiques, s'est approprié des outils d'analyse forgés dans d'autres contextes (du culturalisme américain au structuralisme français véhiculé à travers les propositions de ce qu'on a baptisé "la nouvelle école marxiste"). Ces outils, tels quels, n'étaient pas vraiment adaptés aux spécificités locales et il a fallu les refaçonner. On a ainsi vu des notions traverser plusieurs fois l'Atlantique ou le Canal de Panama, selon un mouvement de boomerang théorique parfois aussi meurtrier ici que là.

On se croit un peu éloigné du mode savant d'approche de la réalité; et pourtant, il y a bien là production de connaissances¹⁵ (ainsi, le centre Ciudad a pu répertorier un millier de titres produits dans les vingt dernières années). On a souvent l'impression d'être plutôt dans l'épopée, pris dans le tourbillon de l'action et dans ses inter-relations avec la science. Ce qui implique donc qu'on trouve divergences et contradictions tant dans le corpus de savoirs que dans les savoir-faire opérationnels ou dans l'intelligence issue des pratiques et, bien sûr, entre les trois sphères évoquées par notre titre.

1.2 Personnages en quête d'objet urbain

Parmi les envahisseurs de terrains qui entrent dans la ville latino-américaine depuis plusieurs décennies, se distinguent des *leaders* qui tentent de trouver des solutions aux problèmes immédiats et successifs de leurs troupes (terrain, logement, équipements et infrastructures communautaires, eau, électricité, éducation, transports, santé, alimentation, titres de propriété, jusqu'à l'emploi). Depuis quelques lustres, ils sont accompagnés par des conseillers qui, auparavant, avaient plutôt tendance à mettre leurs compétences au service des oligarchies et des pouvoirs établis. Or ne voilà-t-il pas

que, dans les dernières années, ces dirigeants et/ou leurs mentors se retrouvent, à l'occasion, catapultés aux postes du gouvernement de la ville (à Lima, à São Paulo, à Quito, Colombie ou dans diverses villes de Mexique, etc.). Cette issue somme toute banale d'une trajectoire téléologique mouvementée intervient dans un contexte particulier, celui de la consolidation de processus d'urbanisation grandioses, mais aussi celui du développement en crise. Outre sa pérennité, étonnante devant les soubresauts des écoles anglo-saxonnes ou françaises, deux caractéristiques majeures marquent la recherche urbaine latino-américaine: si elle est très sensible aux conjonctures, elle demeure cependant constamment en quête de principes unificateurs et stables.

En premier lieu, elle est donc conjoncturelle, en constante interaction avec les changements économiques, urbains, sociaux, politiques et institutionnels de son continent de référence. Elle procède ainsi par approximation itérative des réalités,¹⁶ réalités certes changeantes mais gardant le même pouvoir d'interpellation; réalités qu'elle redécouvre constamment sous l'angle de nouveaux thèmes se chassant les uns les autres. Dans ce contexte, la tension entre théorie et pratique est particulièrement forte, y compris à l'heure où se généralisent des démarches de recherche-action (notamment celles qui sont propagées par des organisations non-gouvernementales) qui prennent le pas sur les approches plus académiques et théoriques des problèmes. De telles démarches se situent dans l'optique de la demande sociale, dont les chercheurs se poseraient en médiateurs par rapport à des institutions politiques, à des instances étatiques et à des organismes internationaux.

Seconde particularité, cette recherche est en permanence en quête d'un "paradigme latino-américain" qui, selon une intention déjà latente dans les productions de la fin des années 1960, permettrait d'affirmer l'unité et la spécificité tout en tenant compte de la diversité des réalités et des processus. C'est par exemple le cas d'une analyse de "l'hétérogénéité structurale" proposée pour caractériser la néo-urbanisation à ses débuts et qui est revendiquée comme une caractéristique sociale majeure. S'agit-il d'un ou de plusieurs paradigmes? Encore plus curieuses que la séquence action/recherche/direction, des passerelles assurent le transit entre ces trois domaines. Les influences mutuelles sont fortes, dans la désignation des objets de recherche et d'intervention et dans leur traitement. Mais les passages sont aussi empruntés par des personnes qui se retrouvent successivement, et parfois simultanément, dans ces trois registres.

Le discours sur la ville latino-américaine est donc assez original, de par les hommes qui l'élaborent, à cheval sur plusieurs plans de pratique et de connaissance, dans des conditions de grande pénurie (comparables sous certains égards à celles que connaissent les envahisseurs de terrains et autres habitants des quartiers populaires) et de par le champ qui se découpe en regard d'une réalité violente, massive et énigmatique. Ce discours est tenu par un cavalier bien soutenu dans ses étriers, à gauche la pratique collective, et à droite la gestion (ou inversement), qui délimitent son champ de connaissances, celui-ci prenant alors un caractère fractionné et de construction inachevée.

Il est un moment où le cavalier éprouve le besoin de mettre pied à terre, pour se repérer en regardant le chemin parcouru, ou pour considérer l'espace qu'il s'est délimité au long d'une course rarement rectiligne. C'est l'heure des bilans.¹⁷ L'ensemble des questions auxquelles renvoie l'analyse des processus dits urbains trouve-t-il réponse dans la ville même (d'où la recherche du paradigme perdu) ou dans d'autres principes explicatifs (le processus de développement, l'historique, le social, le politique, qui pourtant ne peuvent se passer de la ville pour s'élaborer)? Redoutable question, qui reste en suspens depuis maintenant plus de vingt ans. Cette question n'est d'ailleurs pas propre à l'Amérique latine, quand bien même l'urbanisation y revêtait des formes particulières, et donc si la manière de la poser devient propre. Elle revient avec acuité en France aujourd'hui, mais il n'est plus grand monde pour s'y faire le servant de Richelieu. Quand là-bas, parmi les contingents de Machiavel certains parviennent à devenir Princes.

2. Vingt ans après, ou un champ pérenne

Le clin d'œil suscité par le sous-titre de cet article est celui d'un roman français qui n'a pas grand chose à voir avec la recherche urbaine ci-après: *Vingt ans après* ne figure pas dans la bibliographie, même s'il remplit encore les écrans télévisés de la jeunesse latino-américaine. Pourquoi ne pas se laisser bercer d'aventures? Celles-ci commençaient, au deuxième tome de la fameuse trilogie de Dumas, dans un cabinet obscur et désordonné où, au petit matin, l'on voyait de dos, siégeant derrière son secrétaire, un étrange personnage, tandis que dans la rue s'étouffaient les derniers bruits de ce qui semblait avoir été une émeute... La métonymie n'est pas

malséante. Qu'écrivait-il, et qu'écrivait-on il y a vingt ans parmi ce que l'on voyait comme une émeute, pour le moins dans ce qu'à l'époque on qualifiait d'"urbanisation sauvage" (métaphore troublante, même sous la plume d'une intelligentsia moderne)? Qu'a-t-on écrit par la suite, dans un registre plus docte?

Extrapolant à partir de représentations contingentes, on peut repérer cinq mouvements de pensée scandant la trajectoire de cette recherche et sous-tendant la taxinomie des données empiriques et des faits sociaux, qui ouvrent des pistes d'interprétation. Le premier institue le théâtre de l'action: partant des processus globaux d'urbanisation de ces sociétés, on y dégage l'espace scénique. Du processus global aux acteurs. Le second plante le décor principal de l'œuvre: de sa manifestation frappante, l'ainsi désigné *bidonville*, à sa rhétorique incantatoire, celle de la marginalité. Prenant le contre-pied de cette proposition, le troisième mouvement de pensée renvoie dos à dos les partisans d'une mauvaise controverse pour dégager le chemin de l'action collective: de la marginalité aux mouvements sociaux. A son tour dénoncée, cette conception amènera ultérieurement les penseurs à s'emparer des clefs de la cité, quand ils verront dans la gestion des villes un nœud de condensation des problèmes urbains. Puis la crise les ramènera aux processus structuraux et à une marginalité repensée comme l'informel. Cette pensée qui se boucle sur elle-même de façon remarquable, loin d'être aveugle aux bouleversements de la réalité urbaine en vingt ans d'évolution, aboutira à une notion en pleine voie de découverte: la citoyenneté. Les cinq mouvements de cette trajectoire évoquent tant l'extraordinaire conscience identitaire de la communauté des chercheurs latino-américains voués à l'urbain, que la consistance d'une certaine idée de la ville, par delà les débats théoriques et le traitement des concepts, et celle d'une utopie.

2.1 Du processus global aux acteurs

Avant de s'introduire dans le château de la reine, nos quatre mousquetaires font le tour des remparts. Suivons les donc dans une première reconnaissance du champ de la recherche urbaine latino-américaine, pour pouvoir ultérieurement savoir où l'on met les pieds quand on ouvre une porte et que l'on examine un thème particulier. Dans la trajectoire de la recherche urbaine des deux dernières décennies, on constate, d'une part, l'apparition de certains objets

consensuels et, de l'autre, des divergences d'interprétation qui ont donné lieu à d'importants débats. Ce rapport entre une réalité empirique de grande visibilité sociale et des conceptualisations procédant de différentes disciplines et divers courants de pensée donne l'idée d'une évolution thématique générale sans que pour autant se dégage celle d'une construction d'une problématique cohérente et articulée. Les bilans locaux révèlent un parallélisme dans l'évolution des approches des réalités urbaines des différents pays latino-américains. Les spécificités locales amènent pourtant une diachronie de la pensée. Les différences sensibles de rythme et d'approfondissement dans les préoccupations et les élaborations produites d'un pays à l'autre sont dues autant aux caractéristiques propres des processus d'urbanisation qu'aux climats intellectuels et aux conjonctures politiques connus par chaque pays. On peut voir la recherche urbaine latino-américaine se constituer en champ spécifique des sciences sociales autour des enjeux pertinents sur le plan social et politique: intégration/soumission, contrôle/autonomie, citoyenneté/exclusion. Les sujets de recherche se transforment selon les conjonctures et une même réalité sociale peut être baptisée différemment d'une époque à l'autre. L'angle sous lequel cette réalité est vue permet de conceptualiser des aspects plus ou moins éclairés, ou occultés, selon les mouvements de pensée qui assurent le passage d'un thème à l'autre.

Dans la recherche en sciences sociales, la ville acquiert un droit de cité dans la période euphorique de l'industrialisation par substitution des importations: les nouvelles réalités urbaines sont trop aux antipodes de l'option pour un développement modernisant et intégrateur. La recherche doit fournir les éléments de compréhension de la réalité sociale pour remédier aux principales pathologies des villes. Cette période est aussi celle de l'apogée du populisme latino-américain, l'un et l'autre phénomènes économique et politique se renforçant mutuellement: la ville se présente comme une des principales sphères de leur interférence.

Il y a là matière à réflexion. Le processus d'industrialisation tant désiré requiert un marché, mais qui se limite aux couches moyennes urbaines. Il constitue aussi une classe ouvrière, préférentiellement localisée dans les villes mais qui, à l'époque, ne bénéficie que marginalement du produit social. Pourquoi donc institue-t-on alors la ville, et pas seulement réduite à son centre mais étendue à toute une périphérie jusque là considérée comme semi-rurale, clandestine ou dangereuse? D'importantes discussions vont avoir lieu en série,

questionnant la fonctionnalité de ces populations par rapport aux schémas dominants du développement.

On remarque cependant que ce sont les gouvernants qui posent la ville, la nomment et la délimitent, comme au temps des espagnols... ou de Richelieu. Ils vont même plus loin, puisque les politiques populistes instituent une relation entre un Etat faible et le peuple qui ne l'est pas moins, pour qu'ils se confortent mutuellement. Ultérieurement, la recherche se penchera sur cette relation sociale sui generis.

Puis ces politiques de modernisation s'épuisent. L'urbain devient un terrain de confrontation entre des stratégies politiques fortement différenciées (options populistes, modernisantes ou révolutionnaires, ou autoritarisme militaire). La ville est un lieu privilégié de confrontation entre le pouvoir étatique et la société civile — comme si les frontières entre ces deux sphères étaient clairement délimitées en Amérique latine. La recherche n'hésite alors pas à forcer le trait, pour retrouver dans des inter-relations d'acteurs — au demeurant ambigus — des traces de confrontations de classes.

La crise économique balaie toute vision utopique d'un changement social qui prendrait appui sur la modernisation ou sur la transformation des dynamiques urbaines: les solidarités de l'action collective cèdent le pas à des conduites beaucoup plus défensives des acteurs sociaux et des individus. Enfin, la relative démocratisation formelle des appareils étatiques fait apparaître des enjeux plus pragmatiques, reprenant la ville comme prétexte ou comme référence.

Dans toute cette évolution, la recherche élabore et véhicule des images de la ville, formule des enjeux s'inspirant des réalités et des exigences du politique. L'évolution de ces réalités et de ces exigences constitue le cadre dans lequel évolue la réflexion, d'un thème à l'autre. Le mouvement de pensée procède de diagnostics des réalités urbaines, initialement présentées comme pathologiques, avant qu'on y détecte des vecteurs positifs de changement. C'est ainsi que l'on est parti de la reconnaissance du bidonville en tant qu'expression des déformations de l'urbanisation latino-américaine et du sous-développement, pour formuler le paradigme de la marginalité, avant de développer une vision plus incisive et antagonique, celle des mouvements urbains. Ce dernier thème, initialement porteur d'une vision critique de la ville et des théories antérieures, a ensuite débouché sur celui de la gestion et de la participation urbaines; et c'est à nouveau à partir d'une vision

pathologique de la crise urbaine que l'on discute aujourd'hui des vices et vertus de l'informalité.

Pathologie, bidonville, remèdes, sont des termes empruntés au savoir courant, au langage de la rue et de la presse, qui expriment une préoccupation curative. Ces qualificatifs maladroits sont constamment dénoncés ou redéfinis. Tous les chercheurs ont eu à cœur, dès le début de leur travail, de se démarquer d'une telle optique qui obscurcit le rapport à leur objet. Cependant, le contexte est tellement prégnant qu'on a souvent l'impression que la demande de recherche, selon une téléologie thérapeutique, se formule d'elle-même, et s'impose plus au chercheur que celui-ci ne la formule. Les réalités urbaines sont là, mais la ville est à (re)faire. Une telle exigence explique l'ambiguïté d'un positionnement de la recherche qui doit aussi bien partir des prénotions que s'en démarquer, sans jamais parvenir à une construction méthodique libérée des contingences du praticien. Il y a toujours une relation bidirectionnelle entre la théorie en vigueur et les solutions prônées. La genèse des thèmes montre bien cette quête d'une bonne position d'analyse.

La réflexion urbaine va du macro au micro, du processus général aux particularités concrètes, reste tributaire de la pensée sociologique dans cette région, ressasse des thèmes qui se succèdent, se recourent et se chevauchent, adopte des points de vue alternatifs suivant les théories de référence et les dynamiques sociales et politiques: s'il est une notion qui permet de transformer le découpage empirique de la réalité en définition d'un champ d'analyse, c'est bien celle de mouvements. Ceux-ci se superposent aux processus globaux et situent la ville au cœur des relations d'acteurs qui fondent la société latino-américaine. C'est peut-être là la plus grande originalité de cet objet, qui implique une position particulière pour l'analyser.

2.2 *Des bidonvilles à la marginalité*

Nos aventures se poursuivent donc dans le marais, où les trois mousquetaires se sont égarés. On est au petit matin, la route a été longue, point de logis ni d'auberge. Pourquoi ne pas envahir ce terrain-ci, même s'il est marécageux, et s'y faire un toit? Cela semble être une coutume, par ici.

Face à la rapidité et au caractère massif des migrations en provenance des régions rurales, la ville est d'abord vue comme un réceptacle parvenant difficilement à contenir les tendances démographi-

ques et à absorber la main d'œuvre peu qualifiée. Le *bidonville* — si l'on reprend cette traduction très approximative, et justement dénoncée, d'une terminologie variée¹⁸ désignant un genre d'habitat populaire produit par occupation, légale ou non, impromptue ou progressive, de terrains vacants, de propriété plus souvent publique que privée — localisé à la périphérie (mais aussi parfois au cœur de la ville) est une manifestation tangible de cette idée d'un déversoir qui menace le cadre étriqué de structures urbaines figées.

Le bidonville est ainsi posé comme forme humaine, comme forme sociale, plutôt que comme forme spatiale. Mais il est en quelque sorte une société d'étrangers, de migrants, de paysans, de tout ce qui est l'envers de la ville, pour qui n'a comme repère qu'une société urbaine moderne. S'il n'est peut-être pas total, le bidonville est pourtant un véritable fait social et devient un point d'ancrage et de légitimation d'une démarche savante. C'est probablement une des raisons pour lesquelles la recherche urbaine latino-américaine aura ultérieurement tant de mal à se départir de sa pierre fondatrice (ainsi a-t-on pu stigmatiser certaine *barriadologie*).

Jusqu'alors, les dynamiques internes avaient permis de concilier les mutations urbaines avec les structures spatiales des vieilles villes coloniales. Ainsi, le problème du logement des couches populaires était-il résolu — ou occulté — par l'habitat en taudis.¹⁹ La croissance des taudis à l'intérieur des périmètres des villes résultait de la mise en location d'anciennes demeures bourgeoises, subdivisées et abritant de fortes densités de population. Ces mutations internes se produisaient dans le cadre d'un certain respect des logiques dominant le marché foncier, l'occupation des sols, l'accès aux circuits de consommation, etc.

Le bidonville apparut d'abord comme une forme urbaine en rupture totale avec ces logiques, comme une non-ville aux portes de la ville, et même déjà dedans, tout au moins physiquement, même si l'on discutait qu'elle le soit socialement. On y voyait un symbole de l'épuisement d'un système urbain ayant perdu ses capacités internes de régulation. On pensa alors que la formation des bidonvilles mettait en cause les logiques d'accès au sol basées sur les marchés fonciers et immobiliers. Le bidonville était ainsi appréhendé comme une irruption de la spontanéité dans la ville, comme une expression de l'urbanisation spontanée, et il était perçu comme un cancer.

Cette image d'une ville menacée de débordement légitima l'application de politiques urbaines sanitaires: les bidonvilles devaient être contenus, contrôlés, et leur croissance devait être stoppée, en

prenant des mesures coercitives. C'était l'époque de l'éradication massive, répondant à une consigne généralisée pour de nombreux gouvernements latino-américains, celle d'éliminer le chancre des marginaux représentant un danger public et une atteinte à l'ordre urbain. Longtemps ignorés par les élites dirigeantes, les bidonvilles apparaissaient maintenant gênants. En sous-estimant l'étendue de ce qu'ils représentaient, les pouvoirs publics se croyaient capables de mener à terme des politiques d'éviction totale. Mais le pas de la reconnaissance de leur caractère social ayant été franchi, il s'agissait là d'une guerre contre un ennemi, sous couvert d'une mise en ordre. La ville ne supportant pas l'altérité, on voulait s'en débarrasser tambour battant.

Le bidonville, produit des migrations, fut aussi vu comme le déferlement sur les agglomérations, croissant de façon incontrôlée, des problèmes sociaux provenant des campagnes. Le contrôle des oligarchies sur la société passait par le maintien de barrières rigides entre les espaces urbains et ruraux de leur domination. Ces barrières étaient remises en cause par le développement d'espaces porteurs de rémanences rurales dans le périmètre étendu des agglomérations. L'autre de la ville, celui qui n'en est pas citadin (et donc citoyen, la langue espagnole confondant les deux notions sous le même terme de *ciudadano*), c'était — et c'est encore, parfois — par excellence le paysan.

On légitimait l'action contre le bidonville par le désir de maintien de ces structures de domination; sur le plan politique, des mécanismes de cooptation visaient à rétablir des liens privilégiés entre les élites oligarchiques et les néo-urbains. On passait alors de l'assainissement à l'hygiénisme, de l'éradication à la permissivité, de l'éviction à la tolérance. Les programmes publics d'urbanisation des bidonvilles, fondés sur la reconnaissance de l'occupation des terrains, explicitement ou implicitement négociée, et sur l'amélioration ponctuelle de certains éléments du cadre de vie, visaient en fait à rétablir des liens entre les élites et les marginaux et à stabiliser des relations privilégiées entre eux. En germe, une relation duale entre acteurs, et toute son ambiguïté.

Comment a-t-on pu penser que de telles actions de coercition et de cooptation pourraient constituer une défense contre des courants migratoires d'une telle ampleur? Alimenté par ces flux, le bidonville, réalité persistante, allait devenir un hors-ville, symbolisant alors l'exclusion, l'envers des processus de modernisation et d'industrialisation. Cette exclusion rendait ces indigènes urbains mais non

citoyens, habitants mais non participants. Il faudra attendre les années 1970 pour qu'un tel décodage soit possible et pour qu'on lise dans cette relation entre la ville et son dehors des phénomènes de pouvoir assez puissants, mais réversibles, évidemment. Signalons au passage qu'une bonne lecture des thèses de l'Ecole de Chicago (et non celle, atrophée et anathémisée, qui se propageait alors dans les universités d'ici et de là-bas) eût peut-être permis de découvrir plus tôt le sens de cette altérité.

La vision de la ville latino-américaine fut alors fortement imprégnée d'une interprétation dichotomique: on opposa la "ville légale" au "bidonville illégal", la richesse à la pauvreté, le dynamisme à la passivité, l'intégration à l'anomie. Deux séries d'agents se situèrent à l'interface de ces dichotomies ville/hors-ville et prônèrent sur ces bases la réhabilitation du bidonville: certains courants religieux et des promoteurs sociaux parfois liés aux fractions progressistes de l'administration publique.

En effet, des agents ecclésiastiques questionnèrent le bien-fondé des politiques modernisantes qui renforcent l'exclusion des groupes sociaux les plus défavorisés; pour eux, le bidonville est une plateforme d'où l'on peut interpeller les classes dirigeantes. Les noyaux de l'Eglise populaire et autres "Communautés ecclésiastiques de base" devinrent fondamentaux dans l'organisation du bidonville. Leurs agents appliquent encore la méthode du "voir, penser et agir" qui est un préalable à la séquence "envahir, conseiller et gouverner". D'Artagnan est encore là.

Des promoteurs sociaux et des planificateurs engagés virent dans le bidonville un terrain tangible pour mettre en évidence les erreurs, les déviations et les méfaits de la planification urbaine, ou de son absence, et en tirèrent argument pour prôner la modernisation administrative et politique. Cette double série d'enjeux put s'articuler dans un projet de planification urbaine alternative, où le bidonville était un terrain privilégié pour la recherche et pour l'expérimentation de formules pilotes de promotion urbaine, servant de référent pour la formulation de plans d'aménagement des villes. Il s'agissait là véritablement de faire rentrer le bidonville dans la ville; mais comment procéder en échappant aux phénomènes de pouvoir?

Dans ces formulations, le bidonville était avant tout la manifestation d'un problème de logement. On avançait ainsi des propositions explicatives de la crise du logement, liée en Amérique latine aux faiblesses d'une industrie de la construction entièrement tournée

vers les besoins des élites et des couches solvables, à l'inactivité des pouvoirs publics et au manque de dynamisme du marché. Sur le plan foncier, il s'avèrerait plus tard que les processus d'invasion étaient loin de lui être distinctif, au fur et à mesure que l'on avancerait dans la connaissance des différents types de bidonvilles, ou d'habitat populaire.

Pour réduire cette crise, on se proposa d'appliquer des politiques de logement social. Pendant de la modernisation de l'appareil productif, le logement dit social devint rapidement un mécanisme permettant d'étendre le marché, d'y faire accéder des couches moyennes tout juste solvables, sans pour autant réduire le déficit de logements populaires. On voit là le divorce entre le discours d'une politique et une politique qui n'est que discours.

Face aux limitations des pouvoirs publics, certains proposèrent des mesures mettant en valeur le potentiel du bidonville et remédiant à la faiblesse des ressources étatiques: l'autoconstruction, ou le bidonville vu non plus comme un problème mais comme une solution. Cette proposition déborda le seul cadre du logement et devint une philosophie de l'urbanisme adapté. Le logement autoproduit put être accompagné d'interventions ponctuelles et sectorielles en matière foncière et d'équipement d'infrastructures et de services. Il s'agit toujours de négocier une intervention minimale de l'Etat avec une prise en charge de la population.

Les sciences sociales se firent ainsi l'avocat d'options revalorisant le savoir populaire, l'organisation autonome et l'économie sur les moyens. On dépassa alors les dimensions de micro-expériences pour atteindre une vision stratégique du développement des villes. Un débat s'instaurait entre les défenseurs d'une vision positive de l'autoconstruction, et ceux qui n'y voient qu'un mécanisme d'auto-exploitation face aux carences de l'Etat et du marché capitaliste du logement. D'autres recherches démontrent aussi que l'apologie de l'autodéveloppement peut être un prétexte pour la pénétration d'agents extérieurs porteurs d'idéologies réactionnaires.

Les "bidonvilles" ont ainsi représenté un objet empirique largement étudié par des recherches ponctuelles qui ont mis l'accent sur l'une ou l'autre de leurs caractéristiques et ont questionné le bien-fondé des images successivement véhiculées par ou pour les élites:

- *Bidonville, réceptacle des courants migratoires*: on s'aperçut rapidement que cette image ne correspond que partiellement à la réalité. D'une part les mobilités résidentielles des migrants sont plus complexes, concernent aussi bien l'habitat locatif et les taudis des centres que les nouvelles zones de peuplement.

D'autre part, les bidonvilles de constitution récente sont de plus en plus habitées par des populations natives de la ville.

- *Bidonville, forme illégale d'accès à la terre*: si les bidonvilles sont une expression du blocage des marchés fonciers, ils en sont aussi un mécanisme de déblocage, par l'habilitation de nouveaux espaces à urbaniser et l'extension des logiques foncières hors des périmètres administratifs de la ville.
- *Bidonville, ou logement sous-standard*: ils sont vus comme une manifestation de la crise du logement et l'autoconstruction est aussi un remède à l'inadaptation des filières dominantes de production du logement par rapport aux besoins sociaux.
- *Bidonville, urbanisme hors-normes*: ils se définissent bien par un ensemble de carences en équipements et en services collectifs; mais au fil du temps, la consolidation urbaine se produit aussi dans ces zones qui deviennent de nouveaux faubourgs, s'étant dotés, par des filières spécifiques, des équipements de base de la vie collective.
- *Bidonville, espace des classes dangereuses ou du lumpen-proletariat*: de nombreuses études montrent qu'au delà de ces catégories maladroites, le bidonville abrite différentes catégories du prolétariat, actif et inactif, et du sous-prolétariat, ainsi que la petite bourgeoisie paupérisée, l'importance relative de chacune de ces catégories évoluant selon la situation économique générale.
- *Bidonville, zone de déviance*: il peut en effet exprimer l'anomie; mais les populations des bidonvilles déploient un important réseau de solidarités primaires et de convivialité.
- *Bidonville, interface entre le rural et l'urbain*: n'appartiennent-ils plus à l'un ni à l'autre monde, comme soutiennent certains anthropologues? Ou bien puisent-ils leurs ressources créatives de cette double appartenance, remettant en cause la validité d'une vision rigide de la séparation entre le rural et l'urbain dans le contexte latino-américain?
- *Bidonville, hors du système politique*: de nombreux travaux de science politique ont montré que ces populations sont cooptées et sont l'enjeu d'intenses corréations et négociations de forces politiques, des plus oligarchiques aux plus radicales, dans le cadre de l'autoritarisme aussi bien que de la démocratie; quand d'autres relèvent avec insistance leur comportement électoral erratique.

Ces descriptions empiriques ont donné matière à d'importants débats autour du paradigme totalisant de la marginalité, selon lequel le dualisme, le contraste, la ségrégation, l'exclusion, seraient le mode fondamental de fonctionnement des sociétés urbaines latino-américaines. On peut cependant repérer différentes versions de la marginalité: les interprétations écologistes qui partent du cadre spatial pour inférer des conclusions aux autres plans; les visions economicistes qui, partant du mode d'insertion des marginaux au marché de l'emploi, en déduisent des conclusions relatives à leur mode et cadre de vie; et le politicisme qui condense les deux niveaux antérieurs dans une interprétation où prédomine la volonté de faire participer.

La qualité de l'habitat a opéré comme premier critère de découpage de la réalité. Inspiré par des travaux similaires de l'Ecole de Chicago sur les villes nord-américaines, un courant culturaliste a d'abord centré la réflexion sur le cadre de vie des habitants, qui seraient sous-intégrés et marginalisés sur le plan écologique. Au cadre spatial, on rajoutait la condition sociale des habitants, leurs conduites et comportements sociaux. On postulait l'homogénéité des réalités à ces plans différents et on associait empiriquement des situations et des comportements marginaux par rapport au logement, aux revenus, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la culture et à la politique. A partir de la théorie disponible à l'époque, celle du culturalisme nord-américain, la catégorie de marginalité a été redéfinie, partant non plus de caractéristiques psychosociologiques des individus et de la constitution des groupes sociaux, mais des masses urbaines, en fonction des traits dominants de l'urbanisation latino-américaine.

Reconnaissant la spécificité d'un processus de marginalisation qui affecterait d'importants contingents de population, on a élargi la notion pour montrer l'extension des phénomènes de désintégration sociale, d'anomie et d'individualisme. Les marginaux ne participeraient que passivement, n'internaliseraient que faiblement les normes sociétales et seraient coupés des institutions urbaines. Ces conceptualisations étaient en cohérence avec certaines visions des sociétés latino-américaines, alors marquées par la contradiction entre les tendances modernisantes et la désintégration sociale. Elles ont aussi pu être fonctionnelles à des projets politiques (essentiellement ceux de la Démocratie chrétienne), basées sur l'intervention dirigiste de l'Etat pour pallier les carences matérielles et organisationnelles. L'impératif d'intégration justifiait des politiques urbaines menées par en haut, et une prise en charge autant des besoins immédiats que de l'organisation des habitants.

Plusieurs travaux ont montré l'ambivalence de ces politiques urbaines qui, d'un côté, développaient d'importants moyens de modernisation de la ville et, de l'autre, établissaient des relations univoques et verticales avec les populations des bidonvilles. On a même été jusqu'à réduire la marginalité à une production idéologique émanant directement de ce genre de politiques. Selon une optique plus anthropologique, inspirée par l'analyse de la culture de la pauvreté, la marginalité a aussi été vue comme une sous-culture urbaine, un mode de vie homogène basé sur des circuits économiques et sociaux propres, faiblement reliés à la structure sociale

globale. Cette vision ne postulait pas la passivité des marginaux: la pauvreté induirait aussi des conduites de solidarité familiale, la permanence de valeurs folk et la création d'institutions informelles telles que les associations de migrants ou les patronages religieux. Ces observations anthropologiques n'étaient pas dénuées de fondement, mais l'hypothèse générale d'une culture de la pauvreté a été largement remise en cause.

Cette marginalité-là est alors apparue comme un mythe, comme une construction pseudo-savante méconnaissant le réel, ignorant les phénomènes de pouvoir. Les analyses écologique et anthropologique de la marginalité urbaine ont été délaissées (et avec elles tous leurs apports ponctuels) parce qu'elles fusionnaient artificiellement, derrière les manifestations de faiblesse d'accès aux statuts socio-culturels, diverses dimensions d'une situation empirique. En outre, elles présupposaient l'homogénéité des comportements des habitants des bidonvilles. La marginalité était conçue comme un mode de vie particulier, dérivé du déracinement, des carences de la structure urbaine et de l'insertion précaire à l'emploi. C'était donc un tissu économique, social et culturel faiblement relié au pôle dominant de la société urbaine. Vision fallacieuse?

La théorie de la dépendance a introduit une nouvelle lecture de la marginalité, bien qu'elle fût portée par plusieurs courants théoriques différents. Dépendance et marginalité sont des notions qui ont fonctionné ensemble tout le temps qu'on était en quête d'un mode de développement alternatif (indépendant et intégré). L'analyse économique de la marginalité est partie de prénotions concernant la faiblesse de l'insertion des habitants des bidonvilles au marché de l'emploi et a pu conduire à un certain economicisme. L'image de populations repérées comme totalement instables, liées à des activités parasitaires et au mieux du petit tertiaire urbain, a fait long feu. De nombreuses études empiriques ont montré une population beaucoup plus hétérogène, comprenant aussi bien des actifs stables, des ouvriers et des salariés, que des artisans et des travailleurs indépendants.

Il n'empêche que le développement de la marginalité portait la théorie vers la compréhension des principaux mécanismes de constitution d'un pôle marginal de l'économie, regroupant les importants contingents de main d'oeuvre frappés par le chômage et le sous-emploi. L'argument partait du déphasage entre une dynamique démographique excédentaire (due aux migrations rurales plus qu'à la croissance naturelle de la population urbaine) et les faibles

capacités d'intégration de l'appareil de production industrielle. Les théoriciens du dualisme économique montraient que le type dépendant de développement, avec modernisation partielle de la production, creusait cette brèche de l'emploi. Les uns considéraient que cette dernière n'était que conjoncturelle et serait résorbée après la transition; les autres affirmaient plutôt son caractère structural et croissant.

Cette interrogation fut alors déplacée vers la théorie marxiste, qui proposait une catégorie d'analyse liée à la lecture du développement du capitalisme: celle d'armée industrielle de réserve. D'importants débats ont tourné autour de la possibilité d'utiliser une telle catégorie dans le contexte particulier de l'Amérique latine: selon la théorie marxiste, l'armée industrielle de réserve remplit la double fonction de contribuer à la dépression des salaires des ouvriers actifs, et de fournir un volant de main d'oeuvre s'incorporant dans les phases d'expansion du cycle économique. Ces deux ou l'une de ces fonctions ne semblaient pas être remplies dans le cadre du développement du capitalisme dépendant. On proposa donc trois lignes d'interprétation opposées entre elles:

- celle d'une masse marginale qui ne serait pas l'expression de l'armée industrielle de réserve du capitalisme, mais de la surpopulation relative d'un système combinant différents modes de production et qui produit un élément dysfonctionnel (ou a-fonctionnel);
- celle d'une forme stagnante de l'armée de réserve qui, cette fois-ci dans le strict mode de production capitaliste, permettrait effectivement de comprimer les salaires ouvriers mais ne serait jamais absorbée comme main-d'oeuvre active;
- et une analyse montrant que le développement d'une base d'emploi moderne en Amérique latine alimente en permanence le recours et le développement de structures productives complémentaires de petite production et d'activités tertiaires, que l'on peut regrouper sous le qualificatif de marginales.

Partant d'observations empiriques sur l'urbain, la première interprétation renvoyait à des considérations économiques générales, et conduisait logiquement vers les modes de production non-capitalistes, plutôt localisés dans les zones rurales. La seconde partait d'une interrogation plus centrée sur le profil et l'évolution de la classe ouvrière et sur les tensions politiques entre celle-ci et les

marginaux. La troisième ligne d'interprétation est probablement la plus urbaine, puisqu'elle voit dans le développement des grandes villes latino-américaines des supports matériels à une accumulation du capital, ne prenant pas directement en charge d'importants éléments de la production et de la reproduction (d'où par exemple la combinaison d'activités manufacturières et industrielles dans le procès de production, ou les nécessaires compléments extra-salariaux de la reproduction de la force de travail).

On a pu reprocher à cette discussion, et en général aux polémiques sur l'armée de réserve et la masse marginale, certain économicisme et un caractère structuraliste, emprunté au marxisme althussérien dominant. On y a aussi vu une dérivation théoricienne ne débouchant pas sur des propositions analytiques concrètes. D'une façon plus générale, le débat sur la marginalité a souvent fonctionné par anathèmes, par oublis, par réductions et par exclusions, sous prétexte d'orientations divergentes. Il n'empêche que la marginalité a opéré comme mythe fondateur d'une recherche urbaine spécifiquement latino-américaine, permettant de dépasser le référent empirique du bidonville et tirant des théories dominantes des catégories d'analyse spécifiques. Cette notion a véritablement fonctionné comme un paradigme autour duquel toute une génération de chercheurs a tenté d'opérer une jonction entre l'appréhension des réalités et l'élaboration conceptuelle. La marge apparaît ainsi comme un objet transitionnel entre la théorie et la pratique. De même qu'elle fait le trait d'union entre la ville et le développement. En effet, n'est-elle pas un paradigme dominant lorsque l'on croit qu'un certain type de développement, à la fordienne dirait-on aujourd'hui, même s'il est périphérique, est possible?

Le consensus a pu ultérieurement disparaître, au point qu'aujourd'hui ce paradigme est dénoncé comme idéologique, tant parce que les débats théoriques n'ont pas été clairement tranchés qu'à cause de l'évolution des réalités invoquées, que l'on peut difficilement cataloguer de résiduelles: la marge est au cœur du système, plus qu'à sa périphérie.

2.3 *De la marginalité aux mouvements sociaux*

Suivons nos quatre mousquetaires, que l'on a vu errer à la périphérie de la ville sans en trouver le centre. Jusqu'ici, d'Artagnan menait la troupe et a réussi à la tirer des marais dans lesquels tous eussent

pu s'enliser. L'empirisme forcené et le théoricisme abscons, procédant d'une même attitude envers la réalité, étaient les principaux dangers du chemin. On est maintenant aux portes de la cité, et ce second tome va devenir plus mouvementé. C'est au tour d'Aramis de nous guider dans le champ du sociopolitique. Dans la forêt de la marginalité, on est progressivement passé de l'analyse de situations à celle de conduites sociales pour aboutir à des processus. Certains auteurs, refusant le caractère statique des premières formulations, avaient déjà proposé de parler de marginalisation plutôt que de marginalité, centrant le débat sur les processus historiques plutôt que sur les structures ou sur des situations ponctuelles. En lisière, on découvre maintenant des acteurs sociaux.

Dès la fin des années 1960, la prolifération des conflits urbains provoquait un renversement et polarisait la recherche urbaine latino-américaine autour de ce que l'on convenait alors d'appeler des mouvements sociaux urbains.²⁰ Plus que d'anomie, on se mettait alors à parler de défense communautaire; plus que de désorganisation, de capacité organisationnelle autonome; plus que de carences, de revendications dirigées vers l'Etat; et plus que d'ambivalence, de conscience de classe. Par effet de conjoncture, ce changement d'optique se produisait différemment et avec d'importants déphasages d'un pays à l'autre: on enquêtait encore sur la marginalité à Rio quand le concept de mouvements urbains avait fait irruption à Santiago; et la littérature brésilienne sur les mouvements sociaux abonde aujourd'hui qu'elle est devenue pratiquement inexistante au Chili. Au delà du changement d'optique qu'impliquait le passage des processus aux acteurs, il se maintenait certaine continuité entre ces deux catégories d'analyse, ne serait-ce que dans une référence empirique commune aux quartiers populaires, constitués en cadre spatial essentiel, sinon exclusif, de processus sociaux et politiques de plus grande envergure. Mais maintenant, les principaux courants culturalistes de la marginalité étaient décriés pour avoir inspiré des gouvernements conservateurs pour lesquels les marginaux représentaient d'utiles réservoirs de classes d'appui et de légitimation, y compris pour le maintien d'une domination oligarchique. La notion d'acteur était absente de cette interprétation. Ainsi, pour les théoriciens du populisme postulant, dans les sociétés latino-américaines, l'absence d'une claire hégémonie de classe, la recherche d'alliances imposait aux élites politiques le recours à la participation sociale pour affronter la domination oligarchique. Le populisme pouvait se développer à partir de certaine intégration urbaine via le logement

et les services. Une fois au pouvoir, le populisme devenait une pratique d'Etat menée de manière verticale: ainsi utilisée, la notion de marginalité était dénoncée comme un rempart illusoire contre un véritable changement social. Sans être définies comme un acteur autonome, les couches populaires urbaines devenaient un élément particulier des relations entre Etat et société, entre gouverneurs et gouvernés, entre classes dirigeantes et couches subalternes.

Pour les politologues préoccupés par l'étroitesse et la fragmentation de la classe ouvrière, la marginalité était aussi un moyen de reconsidérer les alliances de classe. D'où l'importance des débats sur le caractère capitaliste ou non, prolétarien ou non, de la masse marginale. Certains, attachés à des conceptions classiques de la direction de classe, voyaient avant tout les obstacles posés par les pratiques étatiques à une claire hégémonie ouvrière sur des populations sans conscience de classe. D'autres, plus influencés par la redéfinition des changements attendus après la révolution cubaine, accordaient une importance plus grande à l'organisation et au soulèvement des marginaux, urbains et ruraux. Les masses urbaines, si elles étaient susceptibles d'adhérer à un projet alternatif, n'étaient cependant encore pas un acteur susceptible de définir un projet propre. Mais elles avaient plus d'ampleur que la classe ouvrière, pour qui voulait faire la "révolution dans la révolution".

Puis l'espace d'un populisme étatique urbain s'était refermé dans la plupart des pays latino-américains, comme les politiques ouvriéristes et hégémonisantes l'avaient fait. Face à l'Etat ou à la classe ouvrière, les différents segments des couches populaires urbaines semblaient se constituer en protagoniste autonome de l'action collective. C'est donc à partir de propositions politiques considérées comme alternatives qu'on postulait l'émergence d'un nouvel acteur: les mouvements sociaux tendaient à montrer une participation des couches populaires urbaines aux conflits de classe et à la dynamique du changement social. Les mobilisations urbaines exprimaient les intérêts des *pobladores*, principalement ouvriers mais comprenant aussi des éléments du semi-prolétariat et de la petite bourgeoisie. La base territoriale de ces mouvements faisait émerger des actions protestataires et des revendicatives ponctuelles (amenant certains à considérer que le mouvement s'épuise avec la revendication) mais répétitives (d'autres en déduisant la longévité de ces mouvements). Les organisations communautaires de base, longtemps cooptées, apparaissaient maintenant comme indépendantes et confrontées à l'Etat. Enfin, ces mouvements s'inscrivaient dans

le cadre des contradictions urbaines de l'urbanisation capitaliste, contradictions répertoriées comme "secondaires" mais non totalement dépourvues pour autant de contenu de classe.

Composition sociale, base territoriale, revendications et contradictions étaient les mots-clé pour affirmer la pertinence d'une analyse en termes de mouvements urbains, nouvel acteur du changement selon l'hypothèse dure des mouvements sociaux urbains. Cette reconsidération était liée à une volonté politique et à des stratégies différenciant les mouvements urbains des mouvements ouvriers ou paysans. Sur le plan de l'analyse, il fallait cependant s'interroger sur la consistance, le potentiel et l'autonomie de ces mouvements. On lisait d'abord ces mouvements sociaux selon leur extériorité, en mesurant les impacts qu'ils pouvaient produire sur les structures urbaines et sur les corrélations politiques. Une autre relecture induite par la vogue des mouvements sociaux concernait leur base sociale qui, selon les normes orthodoxes de la sociologie urbaine marxiste européenne dominante, devait traverser les classes sociales. Dans le contexte latino-américain, ce polyclassisme était restreint puisque, mises à part les quelques luttes urbaines mobilisant les classes moyennes, les mouvements sociaux partant d'une territorialité commune mobilisaient plutôt des couches populaires.

La base sociale populaire des mouvements urbains renvoyait donc, d'une part, à une homogénéité sociale et à une position commune dans les relations de classes et, de l'autre, à une différenciation interne des couches populaires urbaines. L'interprétation des luttes urbaines différait selon que l'on mettait l'accent sur l'une ou l'autre de ces caractéristiques. D'importants débats opposaient ceux pour qui l'unique référent de classe dérivait des relations de production, et ceux qui voyaient dans le conflit urbain une marque commune par rapport à la consommation et à la ségrégation urbaine. On retrouvait dans ces différends des appréciations divergentes tant sur la ville que sur la société, et sur les relations entre elles: le spatial reflet du social, ou le social redéfini par le spatial.

Quant aux impacts, on attendait de ces mouvements sociaux la constitution d'un acteur autonome devant s'articuler avec le syndicalisme ouvrier ou remédier à ses principales déficiences. Certes, plusieurs expériences ont montré des articulations ponctuelles entre luttes urbaines et luttes ouvrières, mais souvent sans lendemain. C'est en ce domaine que les discussions sur les mouvements urbains ont été les plus importantes. Les premières analyses des mouvements sociaux se réclamaient d'une explication classiste de leur émergence,

à partir des blocages des canaux traditionnels d'expression du prolétariat: leur autonomie n'est que toute relative. Ultérieurement, on observait que les mobilisations urbaines échappaient au contrôle du mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales et politiques. Les mouvements urbains représenteraient donc une modalité spécifique de mobilisation des couches populaires, sur un espace propre et pouvant conduire à des formes autonomes de conscience de classe. Loin de se cantonner dans la défense contre la dégradation des conditions de vie, les mouvements urbains apparaissaient comme une nouvelle modalité d'expression politique.

On pouvait ainsi répertorier plusieurs types de mouvements urbains, selon cette grille d'analyse externe. A la fin des années 1960, des pratiques urbaines acquéraient un nouveau statut, au Chili, puis au Pérou, en Colombie, au Venezuela et au Mexique, sous le label de "mouvements de *pobladores*" (littéralement, mouvements des habitants des quartiers populaires). Il s'agissait de luttes urbaines mobilisant tantôt des sans-logis, tantôt des habitants de quartiers déjà établis, dans des processus conflictuels d'invasion de terrains, ou de résistance à des opérations d'urbanisme, ou enfin de revendication matérielle autour des multiples carences en équipements collectifs. L'organisation populaire et autonome de ces luttes permettait de les opposer aux modes classiques de formation des bidonvilles et de formulation de demandes auprès des pouvoirs publics. Selon ces postulats, les mouvements de *pobladores* pouvaient être inscrits dans l'horizon théorique des mouvements sociaux urbains, selon les termes très européens de la théorie disponible à l'époque.

D'aucuns voulurent voir dans la catégorie de *pobladores* l'expression d'une position de classe, alors que d'autres y voyaient plutôt la référence territoriale aux quartiers populaires. Dans les deux cas, on postulait l'émergence d'un nouvel acteur urbain susceptible d'intervenir en tant que tel sur la scène politique. Plusieurs expériences menaient à affiner ces hypothèses. On objectait par exemple que les luttes urbaines n'avaient qu'une portée conjoncturelle et que leur visibilité s'effaçait avec le changement de conjoncture et de stratégies politiques. On observait aussi que les mouvements territoriaux, se circonscrivant au local, parviennent rarement à se généraliser. Ce qui amenait certains à penser que ces mouvements de *pobladores*, instables et localisés, ne montrent que de faibles capacités de produire des alternatives sociales et politiques, au delà des objectifs matériels des revendications concrètes.

La notion de mouvements urbains a été ultérieurement étendue à des actions revendicatives dépassant les bases d'une territorialité circonscrite aux quartiers populaires. C'était, au Brésil, au Pérou et en Colombie en particulier, des mobilisations autour des carences en services urbains (transports, eau, électricité). Se présentant sous un jour plus spontané et plus massif, ils donnaient lieu à un débat animé sur leur apparente spontanéité. Mouvements de révolte contre les équipements et services urbains, se répétant fréquemment, avec une forte composante de violence, ils suggéraient à certains l'apparition épisodique d'un acteur qui, faisant dans la discrétion plus que dans la continuité, n'en est pas moins présent dans la ville. Pour d'autres, de telles actions se révélaient plus défensives qu'alternatives et leur incidence politique ne dépasserait pas le cadre de la conjoncture.

Au delà des traditionnelles revendications liées aux terrains et aux services de base, ces mouvements s'exprimaient aussi dans les domaines de la santé, de l'éducation, autour des crèches, des cantines populaires, des centres de loisir, etc. On s'interrogeait alors sur l'apparente autonomie de ces mouvements et sur le rôle réel de leurs *leaders*, en fait articulés avec les courants progressistes de l'église catholique et avec des partis politiques. Au delà du seul renforcement de groupes politiques, s'agissait-il de nouvelles articulations entre les partis et les mouvements sociaux là où église, partis et organisations de quartiers entraient en inter-relation dynamique.

L'autoritarisme d'Etat et la crise économique allaient susciter un troisième type de mouvements, de caractère plus protestataire: les révoltes, les grèves civiques, les journées d'action urbaine, les protestations contre la cherté de la vie ou en défense des droits de l'homme. On voulait y voir une expression de la révolte des classes subalternes contre l'autoritarisme et, plus largement, une polarisation entre les gouvernements et les couches populaires. Spontanées ou dirigées, parfois d'une grande violence, ces révoltes étaient analysées sous le point de vue d'une confrontation de caractère politique, où l'Etat paraissait monolithique. Enfin, avec l'accentuation de la crise, on observait des émeutes généralisées, à l'occasion de mesures impopulaires telles que les hausses de prix des produits de consommation courante. Les mobiles de telles actions étaient plus liés à la survie, à la profonde dégradation des niveaux de vie, qu'à des objectifs proprement urbains. Le fait qu'elles se soient déployées en ville autorise pourtant à parler de mouvements urbains, surtout dans des situations où il est si difficile de séparer

la forme du fond, ou l'urbain du social. Ces manifestations du conflit urbain, classées sous la catégorie de mouvements sociaux urbains, parcouraient la quasi totalité des pays latino-américains, avec des spécificités de forme et de contenu suivant la conjoncture dans laquelle ils intervenaient.

La sociographie des mouvements urbains, à partir d'une lecture externe de leur évolution et de leur impact, n'a pas abouti à une définition consensuelle et durable. Quelques auteurs doutent du fait que ces mouvements aient dépassé le contexte de la conjoncture dans laquelle ils s'inscrivaient et aient débouché sur le terrain du politique de façon autonome. Certains voient même, dans leur hétéronomie et leur dépendance de forces et directions politiques externes, une reproduction des traditionnelles relations de dépendance, sous une idéologie plus radicale. D'autres procèdent à une redéfinition des mouvements urbains s'écartant de la conception dominante de la sociologie urbaine marxiste européenne. Il a fallu prendre en considération la trajectoire multiforme et l'horizon historique de mouvements qu'on avait trop tenté de cantonner dans des formulations mécaniques.

Plus récemment, la nouvelle réalité des mobilisations urbaines et de l'organisation des quartiers populaires a conduit à relire ces processus depuis leur intérieur. Les organisations communautaires apparaissent alors comme des instances d'expression de l'identité collective, de défense contre l'exclusion matérielle et culturelle et d'expression de stratégies collectives de survie. Dans ces analyses, on met moins l'accent sur les relations entre l'Etat et les habitants que sur les mécanismes internes de solidarité. Antérieurement, des analyses similaires de la cohésion interne des populations marginales n'étaient pas entendues, par un rejet frontal de tout ce qui émanait de la théorie de la marginalité. Mais la solidarité, canalisée par l'organisation, a acquis une nouvelle importance à l'heure de conseiller les nouveaux dirigeants qui donnent droit de cité aux couches populaires. La cohésion sociale, envers de l'exclusion, acquiert réellement un sens dans une conjoncture de démocratisation, quand elle peut déboucher sur le gouverner.

Les formes d'organisation ne sont alors plus tournées vers la représentation extérieure, mais plutôt vers la cohésion interne des communautés. Les noyaux les plus actifs n'en sont pas les dirigeants traditionnels, mais les femmes ou les jeunes. Les objectifs de l'organisation sont moins orientés vers les contradictions secondaires que vers les formes de résistance familiale ou collective à la crise. Il

s'agirait donc de la face autocentrée des mouvements urbains, qui permet d'expliquer leur profonde ambivalence, entre la révolte contre l'exclusion et l'affirmation des droits sociaux, entre la participation communautaire et l'émeute.

Cette ambivalence montre la difficulté de définir la capacité d'action autonome des couches populaires urbaines et l'identité d'un acteur dont on peut mettre en avant autant le potentiel que les faiblesses, la capacité d'action autant que le repli, l'autonomie autant que la dépendance. On est ainsi confronté à un problème typique de l'analyse sociologique en Amérique latine, où les acteurs sociaux semblent subordonnés au jeu politique et où l'essentiel de la vie sociale repose sur des relations complexes entre acteurs qui ne semblent pas avoir de projet propre, de capacité autonome de direction.

La problématique des mouvements sociaux, confrontée à ces difficultés théoriques, est devenue moins évidente dans la recherche urbaine latino-américaine avec l'accentuation de la crise économique qui a induit certain reflux de l'action collective organisée et est plus propice à des émeutes urbaines de caractère spontané. On oscille donc entre la négation d'une catégorie unificatrice (ou trompeuse) et l'affirmation du caractère spécifique des mouvements sociaux en Amérique latine. On s'interroge aussi sur le contenu culturel de ces mouvements, sur les caractéristiques de leur leadership (participation majoritaire des femmes), sur l'émergence de nouvelles solidarités, et surtout sur la portée politique de la confrontation avec l'Etat. On se détache donc de l'analyse classique des contradictions urbaines dans les moyens de consommation collective pour analyser le rapport des mouvements sociaux aux différents échelons du pouvoir.

Le passage de la marginalité aux mouvements urbains se révèle donc plus comme un déplacement que comme une rupture. Certes, les passeurs ont tourné le dos à leurs prédécesseurs. Mais plutôt que le mimétisme par rapport à une catégorie ayant fait long feu en Europe, la créativité de ce thème est notoire dans la sociologie urbaine latino-américaine, même si un bilan théorique n'en est pas encore tiré. Simple invocation, rhétorique usée? On ne peut pourtant pas penser l'altérité d'habitants devenant citoyens par la pratique sociale, pas plus qu'on ne peut gouverner la ville (et le faire autrement, qui plus est) sans action collective. Aramis est là pour nous le rappeler, à la fin d'un épisode qui voit finalement la marginalité et les mouvements urbains comme les deux faces d'un même

Louis d'or. Et c'est le dénouement de l'énigme de ce second tome du roman de notre jeunesse.

3. *Le Vicomte de Bragelonne, ou l'objet redécouvert*

Le dernier tome de la trilogie de Dumas met en scène les mêmes protagonistes, dans une action moins épique et dont le fil conducteur est moins évident. Il n'est pas facile de retrouver les bijoux de la reine, pas plus que de retrouver les clefs de la cité: encore faut-il savoir clairement quel est le butin recherché. De même, un écart marque le passage des deux mouvements de pensée précédents de la recherche urbaine latino-américaine, inscrits dans une certaine continuité de contexte et d'élaboration dont témoigne la polarisation des débats, et ceux qui vont suivre, où le consensus dans l'unité du champ et de la réflexion est moins patent.

3.1 *Des mouvements sociaux au pouvoir local*

La multiplication des conflits urbains a orienté la réflexion sur le besoin d'éclairer les mouvements sociaux, tant pour l'aboutissement des revendications concrètes que pour la représentation politique. On débouche sur les problèmes du pouvoir local. En toile de fond de cette réflexion, c'est bien un véritable problème qui est posé: celui du gouvernement urbain. On avait tant parlé précédemment du pouvoir local qu'on devrait être à même de le voir se prolonger à différents échelons (agglomérations, municipalités ou quartiers), dans plusieurs domaines (politique, économique ou technique) et selon divers angles d'approche (globalisants ou sectoriels). Les conditions de la démocratisation et, paradoxalement, de la crise ont favorisé ce changement thématique, qui n'est pas encore consolidé dans tous les pays.

Ce thème est d'abord amené, sur le plan institutionnel, par les mouvements sociaux. La redondance des conflits et la répétition d'expériences revendicatives ou de résolution collective des problèmes communautaires ont progressivement consolidé l'organisation des quartiers populaires. Ceux-ci ont pu se doter, de manière inégale, de niveaux supérieurs de représentation. Les frontières s'estompent entre la ville légale et la ville illégale, entre le centre et la périphérie, entre l'intégré et le ségrégué, sur le plan spatial tout

au moins. Dit d'une autre manière, l'exclusion économico-sociale tend à envahir le centre-ville. On a donc un jeu compliqué de conquête/rejet de la ville par tout ce dont les couches populaires sont historiquement et existentiellement porteuses. Ce n'est plus le face à face, mais la lutte de pouvoir entre deux (ou plusieurs) manières de vivre en ville. Les organisations de quartiers, se regroupant par zones, par circonscriptions administratives, par municipalités ou par agglomérations, ont parfois atteint des niveaux régionaux et nationaux de fédération. Des processus similaires ont pu se produire autour des équipements et services collectifs, à partir des comités d'usagers ou de populations affectées par des phénomènes tels qu'inondations ou séismes. Enfin, des organisations moins formelles, mais peut-être plus représentatives de leur base sociale, partant des clubs de mères, des groupes culturels ou des communautés ecclésiastiques, ont aussi acquis une représentativité réelle.

On observe ainsi une grande densité et une forte diversité d'organisations populaires se prétendant, à divers titres, instances d'expression des couches populaires urbaines. Elles se définissent souvent comme des organisations populaires, ce qui les met plus en relation avec l'Etat qu'avec les classes. Leur représentativité est inversement corrélative de l'emprise des organisations traditionnelles de la société civile: syndicats, entreprises, églises. Elles sont aussi considérées avec emphase par les partisans de la démocratisation des sociétés latino-américaines qui cherchent dans ces rémanences de l'action collective des axes d'orientation pour un renouveau du politique.

La vision dichotomique mouvement organique contre Etat monolithique est progressivement remise en cause et l'on prône une articulation entre les pratiques populaires et les interventions publiques en matière de logement. Il ne semble pas y avoir d'issue qui ne passe par une mobilisation des énergies et des ressources de base, avec l'appui des appareils étatiques. L'autoconstruction assistée devient un palliatif irrémédiable et se voit revalorisée par des recherches qui mettent en avant, d'un côté, l'insolvabilité des populations démunies, et de l'autre, les limites de l'intervention des pouvoirs centraux. Ainsi, l'*ayllu*, la *mita* ou le *mutirão* n'ont de sens possible, dans les villes d'aujourd'hui, que s'ils entraînent une mobilisation des ressources publiques. Cette revalorisation est appuyée par l'intervention d'organismes internationaux tels que la Banque mondiale, qui soutiennent des programmes de lotissement étatique et de construction populaire (*Sites and Services*). Des expériences mon-

trent alors les potentialités des filières populaires de production d'espace habité, dont l'initiative revient aux organisations de base mais qui bénéficient de soutiens publics. Le développement des organisations de base amène à revaloriser ces pratiques d'autoconstruction assistée et à envisager des formes de gestion reposant sur la participation sociale. De la production des logements et équipements, on passe à une gestion autonome de la maîtrise et du financement de ces programmes dits participatifs.

Au delà du logement, les organisations urbaines revendiquent aujourd'hui l'accès aux équipements et aux services collectifs. C'est d'abord le transport, en tant qu'il représente un élément indispensable de connexion entre le centre et la périphérie, dans des agglomérations encore largement tributaires des transports collectifs. La construction ou l'aménagement de la voirie peuvent faire l'objet d'une participation communautaire à des programmes publics. Mais on en vient le plus souvent à des interventions publiques, à partir de la pression des habitants.

Le service de transport en commun est, dans la majorité des cas, produit par l'initiative privée que l'Etat central ou son dernier échelon, le municipal, sont censés contrôler. La tutelle des pouvoirs publics sur ce service concédé est la plupart du temps trop discrète, se résumant à la reconnaissance des prestataires de service et à la détermination des paramètres de base tels que l'acquisition des véhicules ou la tarification. En ce domaine, l'intervention des organisations populaires revêt diverses modalités, au delà des émeutes régulières contre les prix ou les conditions du transport. On connaît quelques tentatives d'autoproduction du service de transport dans les quartiers populaires. On assiste aussi à la mise en place d'organes de gestion reposant sur la participation sociale, notamment pour la fixation des tarifs, où les organisations de quartiers exercent un droit de contrôle sur les entreprises prestataires, en association ou en substitut des autorités concédantes. Enfin, les organisations populaires revendiquent constamment une prise en charge directe par l'Etat, aux échelons locaux, du service public. Les entreprises publiques de transport, largement minoritaires et concentrées essentiellement sur les entreprises privées, sont pourtant peu propices à la participation populaire. . . .

Toujours pour éclairer les mouvements sociaux, les recherches sur les services urbains portent aussi, dans une moindre mesure, sur l'eau (plus que sur l'assainissement), l'électricité ou le ramassage des ordures. Elles s'intéressent plus à l'installation de ces services,

sous pression populaire, et à la tarification, qu'à leur production. Elles étudient les mobilisations autour de ces services de base et montrent le caractère agglutinant de ces revendications. Elles montrent aussi l'extrême difficulté de concilier revendication et participation, dans une logique où les services urbains sont disposés selon les principes de la ségrégation. C'est ainsi que ces services là sont moins mobilisateurs en tant qu'ils sont plus territorialisés que les transports.

Ces services peuvent être parfois autoproduits, tout au moins partiellement, mais ils mettent en jeu, la plupart du temps, des relations entre tutelle(s), entreprise(s) prestataire(s) et organisations de base. Relations d'autant plus conflictuelles que les services publics présentent diverses manifestations de crise: crise du financement, de l'investissement, des politiques et programmes publics, des formes organisationnelles de l'offre, etc. Crise structurelle d'ailleurs, redoublée dans l'actuelle conjoncture de désengagement des Etats centraux. En contrepoint donc, les organisations territoriales représentent des organes de pression populaire où se condensent les revendications et s'articulent les problématiques sectorielles (relations entre les problèmes de transport, d'eau, d'assainissement, etc.).

Dans la dernière décennie, cette nouvelle manière d'aborder les services urbains, à partir des mouvements sociaux, marque fortement la production intellectuelle à leur sujet. On débouche sur une réinterprétation de la notion de moyens de consommation collective dans le cadre du capitalisme périphérique, et sur le constat des carences des interventions étatiques en matière de reproduction de la force de travail non prise en charge par le capital. On parle par exemple de la "spoliation urbaine", pour désigner les entorses à la reproduction de la force de travail que l'on retrouve dans les conditions de vie urbaine, et notamment dans l'accès aux équipements et services collectifs. Et l'on s'interroge sur la validité de cette notion dans le contexte de crise capitaliste.

Les organisations de quartiers ont pu être vues comme alternatives aux formes traditionnelles de représentation urbaine (contre-pouvoir, utopies radicales). Mais elles ont surtout débouché sur le problème de la participation civique et, au delà de la confrontation, sur celui de leur reconnaissance par les appareils étatiques à différents échelons. C'est au niveau municipal que ces organisations ont pu provoquer le plus de modifications et obtenir certain droit de cité, sous diverses formes au Pérou, au Brésil, en Colombie, en

Equateur, au Venezuela ou au Mexique. Des recherches menées en ce domaine montrent que les organisations de quartiers gardent un caractère plus revendicatif que gestionnaire. Elles expriment pourtant une montée en puissance des organisations populaires qui, en s'élevant du quartier vers des niveaux supérieurs de représentation sociale, débouchent sur le problème de la représentation civique. La recherche urbaine latino-américaine hésite à emboîter le pas de ceux qui voient dans les réseaux et les trajectoires de nouvelles formes démocratiques transcendant les formes traditionnelles de représentation politique.

Le regain d'intérêt pour les services urbains procède aussi d'un autre mouvement, celui de la décentralisation de la gestion urbaine. Les nombreuses études sur les politiques de logement en Amérique latine et sur les politiques d'intégration sociale, ainsi que celles, plus rares, sur les politiques urbano-régionales, sur les investissements et sur les politiques d'infrastructures et d'équipements sociaux, montrent un net retrait de l'intervention des Etats dans la dernière décennie. Les ambitieuses politiques urbaines des années 1960 ont souvent cédé le pas à des mesures plus centrées sur la gestion de l'existant. Dans ce contexte, l'instance municipale tendait à être chargée des compétences de régulation des conflits qui échappaient aux capacités des appareils centraux. La crise économique a renforcé cette tendance au basculement des compétences du pouvoir central vers les pouvoirs locaux: rationalisation budgétaire, limitation des dépenses non directement productives, recentrage des investissements autour des besoins liés à l'accumulation du capital. Apparaissent alors les formules telles que la déconcentration, la décentralisation et la privatisation, qui assignent effectivement un rôle nouveau aux organes inférieurs des structures étatiques. Les moyens financiers et matériels des collectivités locales ne sont pas pour autant renforcés, même quand celles-ci sont démocratisées et accroissent leurs domaines de compétence.

Antérieurement, l'extrême politisation des problèmes urbains avait conduit à un antagonisme entre des politiques urbaines conçues et appliquées par le pouvoir central, et les organisations populaires. Par ailleurs, les instances intermédiaires de pouvoir avaient progressivement perdu de leur légitimité, de leur représentativité et de leur capacité fonctionnelle à gérer les problèmes des villes. Plus que de collectivités locales autonomes, les municipalités latino-américaines avaient pris l'apparence d'appendices terminaux des appareils d'Etat. Variant d'un pays à l'autre, l'organisation

municipale répondait la plupart du temps à un modèle archaïque et vertical fortement dépendant de l'Etat central. L'autonomie de principe du pouvoir municipal ainsi que son éventail de compétences étaient bafoués par des pratiques autoritaires d'invasion du champ municipal par les autorités centrales. La dépendance des collectivités locales était à la fois financière et politique: absence de ressources stables et de démocratie dans la désignation des édiles. La faiblesse financière des municipalités devenait très pré-occupante, à un moment où les gouvernements centraux tentaient de se défaire des problèmes des services. Il fallait donc adopter des mesures permettant soit d'augmenter les transferts de fonds vers les municipalités, soit de réduire les coûts d'investissement ou d'exploitation des services, par un désengagement des pouvoirs publics. En germe, un conflit politique entre pouvoir local et pouvoir central. La municipalité ne pouvait plus être un simple appendice de ce dernier, et il est devenu nécessaire de l'ouvrir à un jeu politique plus démocratique.

On a assisté, dans la dernière décennie, à des réformes des municipalités de plusieurs pays latino-américains, par un renforcement de leur autonomie économique, administrative et/ou politique. Elles ont souvent récupéré des compétences en matière de prestation de services à la population, sans pour autant disposer des moyens nécessaires. La concession de ces services à des sociétés privées est donc parfois devenue une obligation pour des municipalités se voyant dans l'incapacité d'assumer leurs responsabilités.

Le changement de statuts et/ou de fonctions municipales est intervenu, à des degrés divers, en parallèle avec le transfert des compétences du central vers le local. Démocratisation par changement du mode de désignation des autorités d'une part, où l'élection directe tend à se généraliser. Démocratisation aussi par instauration de mécanismes de participation de la population à la gestion locale. De nouveaux canaux de participation populaire ont été ouverts dans divers pays, sans que l'on puisse dire que ces réformes ont eu systématiquement un caractère progressiste. On a pu parfois établir le regain d'un clientélisme local, et dans d'autres cas montrer l'institutionnalisation des organes populaires de représentation des habitants. La participation sociale acquiert ainsi des connotations variables selon les pays et les conjonctures politiques globales et selon les secteurs auxquels elle s'applique. Quelques études récentes tentent ainsi d'élucider le rapport qui s'établit entre décentralisation

politico-administrative, autonomie municipale et démocratisation-participation populaire.

Dans l'actuelle conjoncture de crise qui marque, à des degrés divers, toutes les économies latino-américaines la capacité de l'Etat de mener à bien des politiques de redistribution par des programmes sociaux est extrêmement amoindrie. On opte plutôt pour la privatisation et le mercantilisme de ces services, pour leur gestion municipale ou pour l'autoproduction. On voit là un nouveau point de rencontre, et de conflit bien sûr, entre les formes étatiques et les formes populaires de pouvoir.

Des études portent par exemple sur les programmes d'emploi minimal ou d'assistance alimentaire, impliquant une participation directe ou organisée de la population. Leur signification réelle dépend du contenu de la relation entre les gouvernements nationaux ou locaux et les populations. D'autres études postulent des pratiques d'autogestion remontant depuis la société civile, à partir d'activités entreprises par les communautés de base en substitut des pouvoirs publics. On assiste ainsi à un nouveau défi de la gestion urbaine, prise entre l'affirmation d'un pouvoir local et la nécessité de répondre aux besoins qu'arborent les organisations représentatives des habitants. Ce défi est redoublé par la croissance des quartiers périphériques, l'accumulation des carences en équipements et l'intensification des mécanismes de ségrégation spatiale. Défi lancé aussi à la recherche urbaine, pour pousser plus avant l'analyse du pouvoir local, largement tributaire de l'étude des mouvements sociaux.

3.2 *Le retour de l'informel*

Un étrange personnage hante les couloirs de la recherche urbaine. Un personnage dont la taille augmente de jour en jour et qui semble à son tour envahir la ville. Un personnage qui, pour survivre, semble faire fi de toute urbanité. On est dans la grisaille de la crise, mais Porthos croit avoir reconnu derrière les traits de l'informel une vieille connaissance de nos compagnons d'aventures.

En effet, une partie importante de l'économie urbaine a basculé vers la petite production marchande de biens et services, qu'on ne peut plus qualifier de secteur de refuge quand elle est devenue hautement compétitive par rapport à des formes de production privées ou étatiques. Est-ce l'effet de l'urbanisation ou de la crise? On n'ose

plus invoquer le mode de développement, tant les débats sur la marginalité demeurent proches. C'est assez paradoxalement quand la marginalité est battue en brèche sur le plan de la théorie, qu'elle semble revenir en force dans la réalité. Ce retour vers des préoccupations d'antan montre combien la recherche doit constamment balayer un champ polyfacétique et ne peut, en s'affirmant dans certaines disciplines, évacuer les autres. Le retour de l'informel ramène l'économique en première ligne.

Mais la théorie de l'informalité innove par rapport à son ancêtre la marginalité: ce secteur n'est plus considéré comme l'envers, mais comme l'endroit de la médaille du développement urbain, voire du développement tout court. Hors de l'euphorie de l'industrialisation, on est bien tenu d'avoir un regard plus positif des choses. Certains vont même jusqu'à postuler un renversement structural et la domination progressive d'une économie alternative. Contrairement à la marginalité, l'informalité est vue comme un phénomène essentiellement urbain. Mais on ne pense pas agir sur les leviers de la ville pour le contenir. De façon très empirique, on en vient surtout à revaloriser l'économie urbaine de base populaire, que l'on avait antérieurement qualifiée de marginale et qui serait aujourd'hui le seul espoir de développement, tout au moins pour les adeptes du néo-libéralisme économique.

Evidemment, le secteur qualifié d'informel est une importante source de revenu et d'emploi pour des catégories de population qui constituent une base du pouvoir local. Ces raisons économiques et politiques poussent à une certaine reconnaissance et à une formalisation de l'informel. Le pouvoir, municipal ou autre, est ainsi appelé à légitimer et soutenir des micro-expériences productives, à prendre des mesures de reconnaissance des activités urbaines antérieurement considérées comme clandestines, voire à mener des programmes d'emploi minimal. S'ouvre alors tout un espace de négociation entre les formes classiques de législation et de régulation municipale et les tenants de l'économie informelle. C'est de là que part une nouvelle réflexion de la recherche urbaine latino-américaine.

Autant, dans les périodes précédentes, on a pu centrer l'attention sur les moyens de consommation collective, autant sont aujourd'hui étudiées les stratégies de survie et les dimensions individuelles et familiales de la reproduction sociale. La forme des conflits urbains y invite, quand prédominent surtout des actions de masse telles qu'émeutes, saccages et flambées de violence. Mais c'est aussi que

l'on assiste à une montée des organisations dites fonctionnelles dans les quartiers populaires, par opposition à celles qui ont une connotation plus politique. Enfin, dans une période de restauration démocratique, le comportement électoral des couches populaires amène plus d'une surprise et invite à se pencher sur des problèmes antérieurement considérés comme étrangers à la recherche.

On découvre ainsi l'importance des femmes dans la vie de quartier et leur rôle prépondérant dans l'organisation collective de la survie. Trop longtemps réduites, y compris par l'analyse, à un rôle de simple support de l'accumulation et de la reproduction d'une force de travail essentiellement masculine, les femmes de l'informel apparaissent aujourd'hui comme un élément vital de l'économie du quartier et de la famille. On en revient ainsi à s'intéresser à leurs activités aussi bien productives que liées à leur fonction d'agent de socialisation. L'enfance et l'éducation font aussi l'objet de nouveaux travaux de recherche. Certains croient y voir un retour en force des thèses culturalistes, quand d'autres parlent de l'émergence de nouveaux protagonistes et de nouveaux terrains d'action collective, à conceptualiser donc dans une théorie du changement.

Si la solidarité, la créativité et la culture populaires sont alors remises en valeur, c'est bien sous le double effet d'une attention portée par les chercheurs aux problèmes immédiats de la conscience et de la vie quotidienne, et d'une invitation formulée explicitement par les institutions étrangères d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté. Celles-ci ne semblent pourtant plus porteuses d'un projet mystificateur d'assistance dirigée politiquement, comme cela a pu être le cas dans les périodes d'expansion du populisme latino-américain. Il reste donc comme vrai défi, posé à la recherche, de dégager les voies vers lesquelles conduisent ces formes de sociabilité urbaine.

Le développement de ce qui tend à devenir le paradigme de l'informalité se produit dans des conditions contrastées avec celles qui avaient présidé à la marginalité. Autant celle-ci était considérée comme un avatar de la modernisation, et de ses corollaires l'industrialisation et l'urbanisation, autant aujourd'hui se présentent des phénomènes durables de crise, de stagnation, voire de récession économique, dans des sociétés où l'urbanisation est un fait acquis. L'informalité prend ainsi un nouveau sens, celui d'une résistance dynamique aux évolutions de villes en crise.

Autre spécificité de l'informalité: sa projection politique. A plus d'un égard, les réalités recouvertes par cette épithète semblent les

mêmes que dans les années 1960, même si le contexte économique et urbain a profondément changé. Mais on les recouvrait alors d'un manteau progressiste, au moins pour l'apparence. Leur nouvelle appellation n'hésite pas à se draper dans une vision anti-étatisme virulente. On peut même dire que, pour certains — qui sont loin d'avoir découvert une réalité nouvelle — la nouveauté de leur production repose sur cette diatribe contre l'ingérence d'un Etat hypertrophié, incompetent et hyper-réglementariste. La solution consiste donc à déréglementer, ce qui n'est pas sans concorder avec les injonctions des organismes internationaux prônant le réajustement structurel, ni avec certaines nouvelles théories ayant pignon sur rue à l'étranger.

Plusieurs auteurs, se basant sur les travaux de recherche engrangés, dénoncent l'ingrédient idéologique du libéralisme qui accompagne souvent ce nouveau discours dominant. Car la plupart des activités informelles ne se développent pas en butte aux exigences de bureaucraties pléthoriques, mais souvent dans leur prolongement, ou pour le moins avec leur complicité. Que serait le transport informel sans le soutien indirect, voire direct, des pouvoirs publics? Comment opérerait le commerce ambulant sans tout le système d'organisation du marché de gros et de détail, codifié et segmentarisé par les autorités de tutelle? Et comment fonctionnerait l'industrie de la construction sans ce formidable volant de sous-traitance et de main d'œuvre formée sur le tas, dans le bidonville?

Une illustration qui peut sembler anecdotique, mais n'en est pas moins hautement significative, est donnée par le cas du narcotrafic, aujourd'hui pôle dominant des économies colombienne, péruvienne, bolivienne ou panaméenne. Autant que l'on puisse parler d'un secteur totalement informel, qui prend racine autant dans les zones de production de coca que dans les laboratoires de distillation des quartiers populaires, celui-ci irrigue toute l'économie urbaine par les activités parallèles de commercialisation et de financement. On a pu montrer que plus d'un projet de développement urbain était lié aux impératifs du blanchiment de narcodollars, et que le développement entier d'une région autrefois aussi industrialisée que l'Antioquie en dépend aujourd'hui fortement. Même la forteresse cubaine paie un cher tribut à cette excroissance du capitalisme spéculatif.

L'informalité est aussi maintenant décodée comme principe porteur d'un ordre alternatif à celui qui présidait, tout au moins dans les apparences, à la vie urbaine. C'est pour certains le débordement

populaire, et pour d'autres le sentier alternatif, celui qui répond aux illuminés prétendant encore mener la guerre sociale depuis la libération des campagnes jusqu'à l'encerclement et la soumission des villes (et qui sont dans les faits le facteur principal d'expulsion de paysans vers les bidonvilles: les migrants de guerre). Dans son expression première, cet ordre nouveau est fait de spontanéité mais aussi de violence, à l'image de celui qui est induit par le narcotrafic. La violence urbaine est ainsi devenue un thème de recherche, dans ses manifestations les plus casuelles comme les plus cohérentes, dans un contexte de crise et de dissolution de la normativité formelle. On n'est pas loin de l'anomie (et de retrouver une vieille thèse des marginalistes), dans la mesure où cette violence serait capable de détruire les principes mêmes de l'organisation.

L'informalité conduit aussi à réfléchir sur les bases du droit, sur son application au contexte des réalités urbaines, sur les sources de production d'une normativité alternative, sur les potentialités et limites de l'exercice d'une autorité consentie et conforme aux besoins des populations. Les disciplines juridiques, jusqu'ici largement absentes de la recherche urbaine, émergent aujourd'hui à la convergence de la démocratisation de la vie locale et de la reconnaissance et systématisation des pratiques de base. On retrouve certains éléments de la réforme urbaine, mais posée en termes différents de ceux des années 1960.

3.3 *De la trajectoire aux perspectives*

Derrière ce retour à l'informel, il se révèle donc un éclatement de la recherche urbaine latino-américaine, que certains assimilent à un éparpillement quand d'autres y voient une diversification, vers l'économique, le culturel ou le juridique. Le retour de l'informel serait-il une vengeance de la réalité sur le discours? Paradoxalement, le moment actuel est aussi marqué par deux tendances, à l'ouverture des problématiques et à la consolidation institutionnelle des milieux de recherche.

Outre les explorations provoquées par le retour de l'informel, on voit aujourd'hui des chercheurs se passionner pour l'histoire des villes ou des quartiers, on retrouve une anthropologie longtemps confinée dans les campagnes, on sent une nouvelle préoccupation pour les phénomènes liés à la dégradation de l'environnement urbain, on regarde les dimensions sociales des catastrophes

naturelles telles que les séismes ou les inondations, et l'on reconnaît une technicité accrue dans l'analyse des problèmes urbains. Certes, ces évolutions peuvent être décrites comme des modes ou des thèmes imposés; elles ont pourtant un rapport évident avec les réalités. Et elles sont toujours analysées sous un angle social. Par exemple, un thème aussi éloigné du social que sont les catastrophes naturelles débouche sur une analyse fine et pragmatique de l'importante organisation des sans-abris après les séismes de Mexico. Reste à préciser comment ces recherches contribuent à mieux définir l'objet de recherche, à savoir la ville latino-américaine. Et, plus avant, reste à établir en quoi cet objet est encore pertinent. C'est peut-être au moment où l'on est arrivé au centre, où l'on a entre les mains les rênes du pouvoir, conquis de haute lutte, que l'on a le plus de mal à distinguer la perspective. Et c'est comme si la crise avait réduit la ville latino-américaine à l'image du centre de Mexico ou de Managua après leurs séismes respectifs . . . Parallèlement, on assiste aussi à une institutionnalisation de la communauté scientifique latino-américaine s'intéressant aux problèmes urbains. Quelque trois cents chercheurs, une cinquantaine d'équipes, des départements urbains dans les principales universités, une dizaine de centres spécialisés dans la promotion et l'analyse des problèmes urbains, confirment notre diagnostic d'une remarquable pérennité d'un champ de recherche.

En amont, il faut maintenant reprendre *Les trois mousquetaires* pour retrouver les traces de personnages et de messages qui semblent aujourd'hui amnésies, alors que leurs voix sont toujours en sourdine. Et en aval, il conviendrait d'essayer de deviner vers où se dirigent les chevaux de nos héros, afin de mieux apprécier leur contribution au débroussaillage du chemin qui mène vers la ville. En attendant, suspendons notre lecture avant d'en découvrir l'énigme romanesque. Arriverons nous, comme d'aucuns le proposent, à un paradigme unificateur? Ou, selon d'autres termes, à une utopie réaliste de ville pour tous, démocratique ou repensée?

Il faudrait, pour élucider le mystère de la séquence *envahir, conseiller, gouverner*, reconstituer un historique des énoncés qui forment le discours sur la ville latino-américaine, s'inspirant des recommandations de Michel Foucault, dans son archéologie du savoir.²¹ On remarque en effet avec quelle obstination la pensée latino-américaine sur la ville revient constamment sur ses pas, pour relire des notions qu'elle avait délaissées, malgré les changements générationnels de chercheurs et surtout les évolutions radicales des

réalités. Il semble alors secondaire de phaser les temps de cette recherche selon les conjonctures que le continent a traversé. Car sur le fond, ce retour perpétuel sur des notions, même quand celles-ci sont parties des prénotions du langage populaire ou médiatique, peut aussi bien marquer l'inachèvement d'une élaboration problématique, que la découverte d'un réel touchant à l'essence de la ville.

Ce serait là une ambition à la hauteur des réalités abordées, et on ne peut en outre oublier qu'on est, en ville, au cœur d'une réflexion sur le social, comme le faisaient remarquer les précurseurs de la recherche latino-américaine.

4. Epilogue: la citoyenneté, clef de la cité?

D'Artagnan et ses comparses pourraient encore chercher longtemps les bijoux de la reine, si en relisant leurs aventures passées ils n'avaient repéré un indice, fortuitement caché dans la difficulté de traduire le mot "citadin", en espagnol aussi bien qu'en portugais. Et pourtant, les villes latino-américaines sont bien peuplées d'habitants, ici parfois qualifiés de "citoyens" avec le brin de déconsidération transparaissant dans la bouche de qui veut ainsi réduire un sujet à son appartenance à une identité fictive, ou à un Etat sans grande notion de la nation. . . .

Derrière cette difficulté de vocabulaire, nos aventuriers ont trouvé un butin aussi conséquent que celui que ramenait Aureliano Buendía, et pas plus imaginaire que la Macondo où revient sans cesse ce colonel arpenteant l'Amérique latine en grand fondateur de réalités aussi originales que transcendentales. Sous l'oeil du colon, ce butin peut ressembler à toute la quincaillerie de faux-semblants avec lesquels les conquérants émerveillèrent tant de bons sauvages; mais le Vice-Roi y trouvait son pesant d'or que le *cabildo* hispanique sut bien drainer, sous couvert de démocratie locale, tout comme les Portugais et autres conquérants européens surent transformer le *pau-brasil* en un pays d'exportation d'une essence unique, corps d'ébène aidant . . . Cinq siècles après, l'or et les bois précieux sont devenus des denrées rares, mais leur exploitation a laissé des bourgades et des frontières qui, d'une révolution à l'autre, sont devenues des villes et des pays, des métropoles et des Etats; et leurs habitants, des citoyens, selon la double acception ibérique du terme.

En est-il bien ainsi? C'est une question qui préoccupe aujourd'hui la communauté des chercheurs latino-américains s'étant intéressés

de près aux problèmes urbains et dont l'identité professionnelle est maintenant plus ou moins remise en cause. Tant de cheminements et de chevauchées dans les ruelles des taudis, au travers des voies des quartiers en formation, par les places de villes en chantier ou au-dessus de mégapoles en développement, leur ont permis d'accumuler plus d'images fragmentaires de l'espace ou des habitants qu'aucune besace ne saurait en contenir, fût-ce celle d'un architecte ou d'un ingénieur, d'un historien ou d'un géographe, d'un sociologue ou d'un anthropologue, voire même celle d'un urbaniste ou d'un théologien. Le sens de la ville ne s'est pourtant pas imposé à leur regard.

Les boîtes à outils de ces professionnels du champ urbain ne comportaient pas l'indispensable instrument qui permet au botaniste de trier les espèces ou à l'astronome de concevoir le système solaire: il fallut braconner et inventer dans le vif du sujet ou dans le feu de l'action. Certes, beaucoup de concepts ont momentanément aidé à recomposer des pans entiers de ce puzzle, même avec la perversité de la théorie du reflet et après le désenchantement de miroirs déformants ou aujourd'hui brisés. Mais, à la différence des sociétés où l'urbain est sécularisé, la ville d'Amérique latine ne se présente pas en objet d'inquestionnable légitimité; et pourtant, nombre de ses mégapoles rivalisent avec les nôtres, et leurs quartiers ne sont peut-être pas plus en crise qu'à Los Angeles, East End ou Vénissieux. Il est probable que, tant qu'on n'aura pas posé cette "ville démocratique", le champ de la recherche urbaine latino-américaine ne pourra être clos, ou que pour le moins il continuera d'être chevauché par les inventeurs du social en quête de sujets, lesquels se territorialisent de façon grandissante. Autant la mobilité fut le trait saillant de pays en voie d'urbanisation, autant l'ancrage dans des espaces particuliers est devenu une nécessité contraignante pour tous ceux qui gardent l'espoir d'être un jour des acteurs à part entière.

La parole est aujourd'hui aux politologues, qui pensent la ville incontournable par qui veut analyser les différentes formes et niveaux de pouvoir s'entrecroisant dans les sociétés latino-américaines: la question de la citoyenneté est à l'ordre du jour. Et ce n'est pas le seul fait des intellectuels arrivés à quelques postes de commande pour faire reconnaître le "droit des citoyens" (ainsi par exemple du maire de Santo-André ou du premier-adjoint de Lima, tous deux chercheurs chevronnés). Car c'est aussi l'affaire d'universitaires qui, bien que plus distants du politique, restent en position sur la scène publique; tel celui qui dénonce la perversion de relations où le public est géré de façon privative et où le domaine particulier

est envahi par la norme: qu'advient-il alors du citoyen, coincé "entre la maison et la rue"? Est-il légitime de parler de "sous-citoyenneté"? Et de penser qu'une reconsidération de la ville peut faire émerger une nouvelle urbanité? De tels projets sont-ils plus que de pures velléités, au regard de certaines manifestations, beaucoup plus abruptes de l'urbanisation, comme la violence rampante ou la déshérence juvénile?

Force est de reconnaître l'importance de ces questions, au milieu de la crise qui frappe de plein fouet des pôles émergeant dans les villes sous le sceau d'une hétérogénéité structurale et d'une différenciation sociale redoublées, et d'admettre l'ambivalence des nouvelles formes de citoyenneté qui y apparaissent. Les nouvelles "masses urbaines" ont certes conquis des droits sociaux et politiques qui leur permettraient d'affirmer leur autonomie, si ceux-ci n'étaient niés par la constante régression de leurs droits économiques. Mais comme les classes moyennes, elles accèdent maintenant à la ville en simples citoyens, sous la houlette d'un libéralisme renaissant sur les cendres de projets collectivistes avortés. La citoyenneté urbaine qui en résulte est un compromis entre ces formes sociales et individuelles de pratique et de conscience de la ville, mêlant et séparant des archaïsmes et des modernismes dans une identité qui reste utopique, parce que latino-américaine . . .

Est-ce à nier que le dénouement de l'action narrée prenne l'aspect d'un épilogue généralisable à d'autres contrées? On aurait pourtant tendance à penser que l'épopée de la recherche urbaine latino-américaine et les questions qu'elle pose aujourd'hui, telles celle de la citoyenneté, peuvent être fort utiles à qui s'intéresse à l'urbanisation hors des canons de l'Occident. Et déjà, des ponts sont jetés entre cette communauté-ci et ses correspondants maghrébins, indiens, asiatiques, africains ou européens, partant d'une sensibilité convergente envers les problèmes urbains au regard des réalités, des concepts et du positionnement des activités de production de connaissances. Mais elle n'est pas sans concerner aussi qui a un regard plus ethnocentrique sur l'urbain, pour autant qu'il admette l'intérêt d'une certaine altérité: même si des phénomènes comme l'expression des *yuppies*, des *skinheads* ou des *blacks* gardent des connotations bien différentes ici et là (sans parler des *shopping centres* et autres *undergrounds* d'une nouvelle culture à prétention universelle). Ainsi l'émergence d'une nouvelle citoyenneté, projet de civilisation urbaine dé-régionalisée, se dévoile alors comme l'ambition pour l'aube du 21^{ème} siècle.

Américains pauvres dans la nuit de la Louisiane
 Touristes anglais assaillis à Copacabana,
 Les gamins de la rue croient toujours qu'ils étaient Américains
 Touristes espagnols prisonniers de l'esplanade de Flamengo, par abus
 Américains riches qui ne se promènent plus à La Havane (...)
 Et ainsi ils se gagnent, se marchandent et se perdent
 Ils se concèdent et s'octroient des droits
 Alors qu'ici-bas l'indéfinition fait loi
 Et que nous dansons avec une grâce
 Dont le secret échappe même à moi,
 Entre le délice et l'infortune
 Entre le monstrueux et le sublime.

(Caetano Veloso, *Circuladô Vivo*, 1992)

Etienne Henry (né en 1949) est sociologue, directeur de recherches de l'INRETS, mis à disposition de l'ORSTOM, professeur visitant à la Fondation Getulio Vargas au Brésil. Travaillant depuis dix ans sur les transports urbains, il mène actuellement une recherche sur les *Trajectoires et perspectives d'une professionnalité urbaine: les transporteurs brésiliens* (plusieurs rapports de recherche et articles déjà produits). Il a auparavant travaillé sur les problèmes urbains en Amérique latine (professeur de l'Université catholique du Pérou de 1974 à 1978 et fondateur du CIDAP à Lima de 1978 à 1980) et sur les mouvements sociaux (nombreuses publications). En cours de publication: *Gageure de l'entreprise et innovation des transports brésiliens* (TTD/Inrets-Codatu) et *Volver a la ciudad, con la sabiduría de veinte años de investigación latinoamericana* (Eure). Adresse de l'auteur: Fundação Getúlio Vargas, Escola de Administração de Empresas de São Paulo — NPP, Avenida Nove de Julho 2029, 01313-902, São Paulo SP, Brésil.

Céline Sachs-Jeantet (née en 1958), géographe et urbaniste, auteur de *São Paulo: Politiques publiques et habitat populaire* (1990), a été Chargée de recherche à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Chargée de mission à la Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain et Consultante à la Banque mondiale, Unesco et l'Université des Nations Unies (J.-J. Salomon, F. Sagasti et C. Sachs-Jeantet, eds, *The Uncertain Quest: Science, Technology and Development*, à paraître, 1993). Elle travaille actuellement plus particulièrement sur les questions de citoyenneté urbaine. Adresse de l'auteur: 63 rue des Cévennes, 75015 Paris, France.

Notes

1. Cet article est une version réduite et remaniée d'un rapport des auteurs, *Envahir, conseiller et gouverner. Vingt ans de recherche urbaine latino-américaine*, INRETS/DRI-MELTE, Paris, 1991, 120pp. Rapport qui rendait compte de notre observation participante au séminaire de Quito (7-11 Septembre 1987) *La investigación urbana en América Latina. Caminos recorridos y por recorrer* et d'une série

d'entretiens complémentaires. Notre écoute fut aussi celle de complices partie prenante de cette production. Ainsi, notre lecture des élaborations en question est-elle filtrée par notre propre immersion trans-océanique. Outre les nombreux collègues latino-américains qui ont accompagné ce travail et que nous remercions chaleureusement, une lecture attentive de ce texte par Henri Coing, Michel Marié, Alain Maurice, Edmond Préreccelle, Anne Quérien et Christian Topalov nous a permis de corriger quelques défauts.

2. Ainsi, après un long séjour au Brésil Fernand Braudel (1979, p. 343) disait: "J'avoue être fasciné par l'histoire de ces villes américaines qui poussent *avant* les campagnes, pour le moins en même temps qu'elles" (*italiques de l'auteur*).

3. Serait-ce que, selon une rationalisée "mécanique des songes", le "songe d'un autre ordre" opposé à la simple "subordination" aurait eu raison dans la "double vie caractérisant les villes [latino] américaines dès leur origine" disposées selon un principe royal: "L'ordre doit être établi avant que la ville existe, pour prévenir tout désordre à venir, ce qui renvoie à la propre vertu des signes de demeurer inaltérables dans le temps et de régenter la turbulente vie des choses dans des cadres rigides", pour reprendre les termes d'Angel Rama (1984). Précision ici faite que *sueño* peut tout aussi bien se traduire par songe que par rêve, et donc par cauchemar... au moins dans l'esprit du grand ordonnateur des choses de ce monde.

4. Relecture qui concerne en premier chef les références latino-américaines de base présentées ci-après en suivant les thèmes de notre découpage.

5. Le fondateur d'*Economie & Humanisme*, après avoir monté sa méthode d'enquête sociale au service de l'Eglise, observant les pêcheurs à partir de la sociologie de Le Play, a ensuite bourlingué dans les années 1950 au Venezuela, au Brésil, au Chili et en Colombie, pénétrant dans le bidonville pour en tirer des éléments de planification urbaine. Il a durablement fait école, même si les dernières générations ont parfois oublié son nom.

6. Telle est tout au moins la conviction que nous transmettait Enzo Faletto, lors d'un entretien à propos des marquages significatifs et des influences françaises, qu'ils soient amnésies ou présents à la conscience des héritiers actuellement producteurs de connaissances. Les positionnements politiques ont joué pour beaucoup dans les différenciations théoriques, y compris au sein d'un même courant de pensée.

7. Et selon Stein repris par Rama (1984), "l'Espagne était déjà en décadence au moment de la découverte de l'Amérique et si Madrid était à la périphérie économique des métropoles européennes, les villes américaines n'étaient qu'une périphérie de la périphérie... Plus qu'une fabuleuse conquête, ce fut l'indéniable triomphe des villes sur un immense territoire méconnu, réitérant la conception grecque qui opposait la *polis* civilisée à la barbarie des non urbanisés".

8. "Le monde était alors si récent que beaucoup de choses n'avaient pas de nom et pour les désigner il fallait les montrer du doigt... Dans sa jeunesse, José Arcadio Buendía et ses hommes avec femmes, enfants, animaux et toutes sortes d'effets domestiques, avaient traversé la sierra à la recherche d'une sortie vers la mer; au bout de vingt-six mois, ils avaient abandonné l'entreprise et fondé Macondo pour ne pas avoir à prendre le chemin du retour. En effet, cette route ne l'intéressait pas puisqu'elle pouvait seulement le conduire vers le passé" (García Márquez, 1967).

9. "L'œil ne voit pas des choses, mais des images de choses qui signifient d'autres choses. Il parcourt les chemins comme des pages écrites: la ville dit tout ce que tu dois penser et te fait répéter son discours" (Calvino, 1972: 22).

10. La lecture des bilans géographiques produits sur chacun des pays (Carrión, 1990), confirme cette idée d'un cadre commun et de mouvements de pensée similaires, par delà les différences de contextes et de conjonctures. Ce cadre commun n'empêche pas des nuances d'importance, certaines évolutions locales étant plus portées vers le politique, le social, l'économique ou le culturel.

11. La Cepal de l'Onu (Comisión Económica Para América Latina), le Prealc du Bit (Programa de Empleo para América Latina y el Caribe), La Fondation Ford et le Population Council, l'Ilpes des planificateurs (Instituto Latinoamericano de Planificación Económica y Social), la Clacso (Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales) dont la Commission urbaine fêtait récemment ses 30 ans, la Siap des architectes (Sociedad InterAmericana de Planificación), la Flacso des sciences sociales (Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales), etc.

12. "[Ma réflexion] part de l'hypothèse qu'il existe un *mode latino-américain de développement*, c'est à dire une combinaison, propre à ce continent, de rationalisme économique et de mobilisation politique et sociale. . . . L'Amérique latine est un continent d'acteurs sans action. . . . Même quand les acteurs sont faibles, absents ou désarticulés, c'est toujours en termes d'acteurs et de capacité d'action que se posent les problèmes de l'Amérique latine. C'est en quoi son étude peut nous aider nous-mêmes à redécouvrir qu'entre la logique implacable du contrôle social et la liberté sauvage du profit, l'essentiel de la vie sociale est fait de rapports entre les acteurs et que seule la combinaison de leurs espoirs et de leurs combats peut produire ce que nous nommons le développement" (Touraine, 1988: 13, 469, 475, *souligné par l'auteur*).

13. "Aussi le sociologue qui étudie le Brésil ne sait plus quel système de concepts utiliser. Toutes les notions qu'il a apprises dans les pays européens ou nord-américains ne valent plus. Le vieux se mêle au jeune. Les époques historiques s'embrouillent les unes dans les autres. Les mêmes mots, comme ceux de 'classe sociale' ou de 'dialectique historique', n'ont pas la même signification, ne recouvrent pas les mêmes réalités concrètes. Il faudrait, au lieu de concepts rigides, découvrir des notions en quelque sorte liquides, capables de décrire des phénomènes de fusion, d'ébullition, d'interpénétration, qui se mouleraient sur une réalité vivante, en perpétuelle transformation. Le sociologue qui veut étudier le Brésil doit se muer souvent en poète" (Bastide, 1957: 15).

14. Parmi les nombreux participants de ce questionnement, voir par exemple la reconstitution du débat épistémologique que Christian Topalov propose dans "Faire l'histoire de la recherche urbaine: l'expérience française depuis 1965" (Corragio, 1990). Il n'est pas fortuit que ce texte, ultérieurement diffusé ailleurs, ait été écrit pour des latino-américains.

15. Dans deux registres différents, voir comment Pierre Bourdieu synthétise le discours savant d'une anthropologie réflexive, in *Réponses* (avec Loïc Wacquant), (1992), et comment Jürgen Habermas oppose la théorie critique de la société à la simple production de connaissances, in *Connaissance et intérêt* (1976).

16. Donnant pour connues les données de base (voir la bibliographie ci-après), il ne sera fait ici aucune présentation descriptive des réalités urbaines latino-américaines et de leur évolution. La représentation et la mesure des réalités sont donc implicites de ce texte, comme elles le sont, souvent, dans la recherche urbaine latino-américaine, alors que leur construction est au cœur du débat.

17. En France aussi, la sociologie urbaine, malmenée par tant de questionnements, s'interroge sur sa consistance et sur sa légitimité; de même, elle s'enquiert des productions d'autres pays, notamment du tiers monde. Voir notamment la relecture discutée de Amiot (1986) et les interrogations d'une communauté française perplexe après vingt ans de débats ardu (LARES, 1991); voir aussi les *Etats de la question* produits par Interurba/Tiers monde.

18. Les plus connues, les *barriadas* de Lima, furent rebaptisées *pueblos en formación* par l'Apra dans les années 1960, puis *pueblos jóvenes* par le général Velasco en 1970; à Santiago, les *callampas* (champignons) furent appelées *poblaciones* sous la Démocratie chrétienne, puis apparurent les *campamentos* du Mir généralisés sous Allende; en Argentine, on parle de *villas miserias*, en Colombie et en Equateur de *barrios*, au Brésil de *favelas*, au Mexique de *colonias*, etc. Le fait de regrouper sous une même appellation toutes ces réalités, baptisées localement selon une terminologie culturelle ou politique variée, procède souvent de l'amalgame plus que de la synthèse.

19. Ce sont les *cortiços* de São-Paulo, les *conventillos* de Santiago-du-Chili ou les *tug*.

20. Le concept n'est pas, bien sûr, sans évoquer ce qu'Emilio Pradilla appelle le *marxisme urbain français*. Mais, dans la recherche des influences réciproques, il n'est pas inutile de rappeler que les premières analyses des *luttres urbaines* ont porté sur le Chili, avant que sur l'Europe.

21. "L'histoire des idées est alors la discipline des commencements et des fins, la description des continuités obscures et des retours, la reconstitution des développements dans la forme linéaire de l'histoire. Mais elle peut aussi et par là même décrire, d'un domaine à l'autre, tout le jeu des échanges et des intermédiaires: elle montre comment le savoir scientifique se diffuse, donne lieu à des concepts philosophiques, et prend forme éventuellement dans les œuvres littéraires; elle montre comment des problèmes, des notions et des thèmes peuvent émigrer du champ philosophique où ils ont été formulés vers des discours scientifiques ou politiques; elle met en rapport des œuvres avec des institutions, des habitudes ou des comportements sociaux, des techniques, des besoins et des pratiques muettes; elle essaie de faire revivre les formes les plus élaborées de discours dans le paysage concret, dans le milieu de croissance et de développement qui les a vues naître. Elle devient alors la discipline des interférences, la description des cercles concentriques qui entourent les œuvres, les soulignent, les relient entre elles et les insèrent dans tout ce qui n'est pas elles" (cf. Foucault, 1969: 180).

Bibliographie générale

Relevé de quelque trois cents titres significatifs de la littérature latino-américaine portant sur la ville et de certains ouvrages généraux. Classée en sept rubriques, cette bibliographie ne prétend aucunement être exhaustive mais retrace les mouvements de pensée présentes dans le texte. Y sont répertoriées les publications de portée générale et les références faisant date, dans une perspective historique plutôt qu'actuelle.

1. Urbanisation, développement, société et politique

- Amiot, M. (1986) *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France*. Paris: Editions de l'EHESS.
- Bagu, S., Cardoso, F.-H., Cordova, A., Dos Santos, T. et Silva Michelena, H. (1973) *Problemas de subdesarrollo latinoamericano*. México: Nuestro tiempo.
- Bastide, R. (1957) *Brésil, terre des contrastes*. Paris: Hachette.
- Beyer, G., dir. (1967) *The Urban Explosion in Latin America*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Bourde, G. (1974) *Urbanisation et immigration en Amérique latine*. Paris: Aubier.
- Bourdieu, P. (avec L. Wacquant) (1992) *Réponses*. Paris: Seuil.
- Braudel, F. (1979) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVème-XVIIIème siècles* (3 tomes). Paris: Armand Colin.
- Calvino, I. (1972) *Les villes invisibles*. Turin: Einaudi.
- Cardoso, F.-H. et Faletto, E. (1969) *Dependencia y desarrollo en América Latina*. México: Siglo XXI (trad. française *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris: Presses universitaires de France, 1978).
- Cardoso, F.-H. et Wefort, F. dirs (1970) *América Latina. Ensayos de interpretación sociológico-política*. Santiago: Universitaria.
- Carrión, F. (1986) *El proceso de urbanización en el Ecuador (del siglo XVIII al siglo XX)*. Antología. Quito: Ciudad.
- Carrión, F., dir. (1988) *El proceso urbano en el Ecuador*. Quito: ILDIS.
- Carrión, F., dir. (1990) *La investigación urbana en América latina. Caminos recorridos y por recorrer. T.3: Las ideas y su contexto*. Quito: Ciudad.
- Castells, M. (1969) *Problemas de investigación urbana*. Santiago: CIDU (repris ensuite dans *La question urbaine*. Paris: Maspéro, 1972).
- Castells, M., dir. (1973) *Imperialismo y urbanización en América Latina*. Barcelone: Gustavo Gili.
- CEPAL (1965) *El proceso de industrialización en América Latina*. New York: CEPAL.
- CEPAL (1979) *Estilos de desarrollo y medio ambiente en América Latina. Una interpretación global*. Santiago: CEPAL-PNUMA.
- CIESU-SINUR (1991) *Bibliografía nacional sobre urbanización*. Montevideo: Instituto nacional del libro.
- CNRS (1965) *Les problèmes des capitales en Amérique latine*. Séminaire de Toulouse, février 1964. Paris: CNRS.
- Coraggio, J.-L. (1980) "Las bases teóricas de la planificación regional en América Latina (une enfoque crítico)", *Economía y demografía* 14 (2): 42.
- Coraggio, J.-L. (1986) *Territorio en transición. Crítica a la planificación regional en América Latina*. Quito: Ciudad.
- Cueva, A. (1981) *El populismo como problema teórico y político*. Quito: Ciudad.
- Deler, J.-P. (1987) *Ecuador: del espacio al estado nacional*. Quito: BCE.
- Delgado, C. (1971) *Problemas sociales en el Perú contemporáneo*. Lima: IEP-Campodónico.
- De Mattos, C.A. (1987) *Paradigmas, modelos y estrategias en la práctica latinoamericana de planificación regional*. Quito: Ciudad.
- Durand-Lasserve, A. (1986) *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde. Accès au sol et au logement*. Paris: L'Harmattan.

- Furtado, C. (1970) *Politique économique de l'Amérique latine*. Paris: Sirey.
- Furtado, C. (1983) *A nova dependencia*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Gakenheimer, R. (1971) "Análisis para la planificación metropolitana América Latina: la adaptación de métodos", *Eure*: 1 (2): 54-66.
- García Marques, G. (1967) *Cent ans de solitude*. Buenos Aires: Sudamericano.
- Garnier, J.-P. (1973) *Une ville, une révolution: La Havane. De l'urbain au politique*. Paris: Anthropos.
- Garza, G. (1986) *El proceso de industrialización en la ciudad de México 1920-1980*. México: El Colegio de México.
- Garza, G. et Kingman, E. (1985) *Las ciudades en la transición al capitalismo*. Quito: Ciudad.
- Germani, G. (1960) *Política e massa*. Belo Horizonte: Université Fédérale de Belo Horizonte.
- Germani, G. (1962) *Política y sociedad en una época de transición*. Buenos Aires: Eudeba.
- Gutman, P. (1987) "Urban growth and technological change in Latin America", *Cities* 5: 137-51.
- Habermas, J. (1976) *Connaissance et intérêt*. Paris: Gallimard (edn originale: *Erkenntnis und Interesse*. Francfort: Suhrkamp, 1968).
- Hardoy, J.E., dir. (1975) *Urbanization in Latin America: Approaches and Issues*. New York: Anchor Press/Doubleday.
- Hardoy, J.-E., Morse, R. et Schaedel, R., dirs (1978) *Ensayos histórico-sociales sobre la urbanización en América Latina*. Buenos Aires: SIAP-CLACSO.
- Hardoy, J.E. et Tobar, C., dirs (1967) *El proceso de urbanización en América Latina*. Buenos Aires: CEUR/ Di Tella.
- Hauser, P., dir. (1967) *Urbanization in Latin America*. New York.
- IIS/UNAM (ouv. coll.) (1973) *Las clases sociales en América Latina*. Mexico: Siglo XXI.
- IIS/ UNAM (ouv. coll.) (1977) *Clases sociales y crisis política en América Latina*. México: Siglo XXI.
- Kalmanovitz, N. (1972) *Ensayos sobre el desarrollo del capitalismo dependiente*. Bogotá: Pluma.
- Lechner, N., dir. (1981) *Estado y política en América Latina*. México: Siglo XXI.
- Mangin, W. (1963) *Peasant in Cities*. Boston: Houghton Mifflin.
- Mariategui, J.C. (1968) *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*. Paris: Maspéro. (Trad. française d'un ouvrage paru en espagnol en 1928.)
- Martins, L., dir. (1972) *L'Amérique latine. Crise et dépendance*. Paris: Anthropos.
- Morse, R. (1972) "A Prolegomenon to Latin American Urban History", *The American Historical Review* 52 (3): 359-94.
- O'Donnell, G. (1975) *Acerca del corporativismo y la cuestión del estado*. Buenos Aires: CEDES.
- Oliveira, F. de (1972) "A economia brasileira: critica a razão dualista", *Estudos CEBRAP* 2 et (1975) *Seleções CEBRAP* 1: 5-78.
- Peñalva, S. (1986) "Espacio urbano y sociedad en América Latina", *Revista Mexicana de Sociología* 48 (4): 163-73.
- PISPAL (ouv. col.) (1975). *Urbanización, estructura urbana y dinámica de población*. Santiago: PISPAL 75-89.
- PISPAL (ouv. col.) (1989) . . . *Se fue a volver. Seminario sobre migraciones temporales en América Latina*. Quito: Ciudad.

- Pradilla, E. (1984) *Contribución a la crítica de la 'teoría urbana'. Del 'espacio' a la 'crisis urbana'*. México: UAM-Xochimilco.
- Quijano, A. (1977) *Dependencia, urbanización y cambio social en Latinoamérica*. Lima: Mosca Azul.
- Rama, A. (1984) *La ciudad terrada*. Montevideo: Ediciones del Norte.
- Rostow, J. (1960) *Les étapes de la croissance économique*. Paris: Le Seuil.
- Santos, M. (1982) *Ensaio sobre a urbanização latino-americana*. São Paulo: Hucitec.
- Schteingart, M., dir. (1973) *Urbanización y dependencia en América Latina*. Buenos Aires: SIAP.
- Serra, J. et Cardoso, F.-H. (1978) "Las desventajas de la dialéctica de la dependencia", *Revista Latinoamericana de Sociología* (número especial), 9-55.
- Slater, D. (1986) "Capitalismo y urbanización en la periferia. Problemas de interpretación y análisis con referencia a América Latina", *Revista Interamericana de Planificación* 79: 56-71.
- Singer, P. (1973) *Economia política da urbanização*. São Paulo: Brasiliense.
- Singer, P. (1974) *Desenvolvimento econômico e evolução urbana*. São Paulo: Edn Nacional.
- Sociologie du travail* (1967) "Classes sociales et pouvoir politique en Amérique latine", número spécial 9 (3) juillet-sept.
- Tavares M.C. (1982) *Desarrollo desigual y absorción de empleo. América Latina 1950-1980*. Santiago de Chile: PREALC.
- Tavares, M.C. et Serra, J. (1971) "Mas allá del estancamiento", *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales* juin-déc.: 2-38.
- Topalov, C. (1985) *La urbanización capitalista. Algunos elementos para su análisis*. México: Edicol.
- Touraine, A. (1966) "Huachipato et lota". Paris: CNRS.
- Touraine, A. (1971) "Industrialisation et conscience ouvrière à São Paulo", *Sociologie du travail* (mai).
- Touraine, A. (1976) *Les sociétés dépendantes*. Paris: Duculot.
- Unikel, L. et Pirez, P. (1981) "Acerca de la relación entre investigación y planificación urbano-regionales", *Revista Interamericana de Planificación* 15, 57 (3): 7-18.
- Urbadata (1991) *1001 teses sobre o Brasil urbano. Catálogo bibliográfico (1940/1989)* (L. Valladares, coord.). Rio de Janeiro: IUPERJ/ANPUR.
- Weffort, F. *Clases populares y desenvolvimiento social*. Santiago: ILPES.

2. Quartiers populaires, logement et politiques

- Aldunate, A. (1971) *Participación y actitud de los pobladores ante las organizaciones poblacionales*. Santiago: FLACSO.
- Annis, S. et Hakim, P. (1986) *Direct to the Poor, Grassroots Development in Latin America*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Bon, L.A. (1984) "Vivienda y conocimiento o el conocimiento de la vivienda", in *Ciudad y vivienda en el Paraguay*. Asunción: SAEP.
- Carrión, D. et al. (1979) *Quito: renta del suelo y segregación urbana*. Quito: Cae/Ciudad.

- Carrión, D. (1981) *Las rentas territoriales urbanas: una manera de interpretación de la ciudad contemporánea*. Quito: Ciudad.
- Carrión, D. (1985) *Reflexiones sobre el hábitat urbano*. Quito: Ciudad.
- Carrión, D. et al. (1987) *La renta del suelo*. Quito: Ciudad.
- Castells, M., dir. (1980) *Estructura de clases y política urbana en América Latina*. México: SIAP.
- CEBRAP (1980) *Bahia de todos os pobres*. São Paulo: CEBRAP.
- Cheetam, R. (1971) "El sector privado de la construcción: patrón de dominación", *Eure* 1(3).
- Coulomb, R., dir. (1981) *La producción y consumo de vivienda de alquiler, con referencia especial al área metropolitana de México*. México: SAHOP-CENVI.
- Frias, C. et Ramos, M.-A. (1980). *La vivienda en el Perú: un derecho violado*. Lima: Cuadernos CIDAP.
- Gianella, J. et Rodriguez, A., dirs (1969) *Aportes a la comprensión de un fenómeno urbano: la barriada*. Lima: Cuadernos DESCO.
- Gilbert, A. et Gugler, J. (1982) *Cities, Poverty and Development*. Oxford: Oxford University Press.
- Gilbert, A. et Van der Linden, J. (1987) "The Limits of the Marxist Theoretical Framework for Explaining State Self-Help Housing", *Development and Change* 18 (1): 129-36.
- Gilbert, A. et Ward, P. (1985) *Housing, the State and the Poor. Policy and Practice in Three Latin American Cities*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jaramillo, S. (1984) *Producción de vivienda en el capitalismo dependiente: el caso de Bogotá*. Bogotá: CEDE/Universidad de los Andes.
- Jaramillo, S. (1985) *Entre la Upac y la autoconstrucción: comentarios y sugerencias a la política de vivienda*. Bogotá: Controversia/CINEP.
- Jaworski, H. et Rodriguez, A. (1969) *Vivienda en barriadas*. Lima: Cuadernos DESCO.
- Latinoamérica: la ciudad y su gente* (1981) Quito: Ciudad.
- Lungo, M. (1980) *El Salvador 1932-1978: La crisis del estado y las políticas sociales (acerca del papel que cumplen las políticas de vivienda)*. Quito: Ciudad.
- Malaga, A. (1962) *Las barriadas y su integración a la vida urbana*. Lima: Instituto de Planeamiento de Lima UNMSM.
- Mangin, W. (1960) *Mental Health and Migration to Cities: a Peruvian Case*. New York: Annals of the New York Academy of Sciences.
- Mangin, W. (1967) "Squatter Settlements", *Scientific American* 217 (4).
- Mangin, W. (1967) "Latin American Squatter Settlements: A Problem and a Solution", *Latin American Research Review* 2 (3): 65-98.
- Maricato, E., dir. (1979) *A produção capitalista da casa (e da cidade) no Brasil industrial*. São Paulo: Alfa-Omega.
- Matos Mar, J. (1966) *Estudio de las barriadas limeñas*. Lima: Universidad Nacional Mayor de San Marcos.
- Matos Mar, J., dir. (1968) *Urbanización y barriadas en América del Sur*. Lima: IEP.
- Patch, W. (1973) *La Parada: estudio de un mundo alucinante*. Lima: Mosca Azul.
- Pradilla, E. (1976) "Notas acerca del problema de la vivienda", *Ideología y sociedad*: 70-107.
- Pradilla, E. (1982) *Ensayos sobre el problema de la vivienda en América Latina*. México: UAM-Xochimilco (Quito: Ciudad, 1984).

- Pradilla, E. (1987) *Capital, estado y vivienda en América Latina*. Mexico: Fontamara.
- Rodríguez, A. (1970) *Análisis de los avisos de oferta de viviendas y terrenos en Lima metropolitana 1940-67*. Lima: DESCO; aussi paru dans *Eure* 2(6) 1972: 83-100.
- Rodríguez, A. et Villavicencio, G. (1979) *Notas para discusión del problema de la vivienda en América Latina: el caso de Guayaquil*. Quito: Ciudad.
- Rodwin, L., ed. (1987) *Shelter, Settlement and Development*. London: Arnold.
- Sanchez-Leon, A., et al. (1986) *Tugurización en Lima Metropolitana*. Lima: DESCO.
- Turner, B., (ed) (1988) *Building Community: A Third World Case Book* (Habitat International Coalition of Non-Governmental Organizations Project for International Year of Shelter for the Homeless, 1987). London: Building Community Books; Berlin: Habitat Forum.
- Turner, J. (1963) "Dwelling Resources in South America", *Architectural Design*.
- Turner, J. (1964) "La Auto-construcción", *Desarrollo Económico* 1 (3).
- Turner, J. (1966) "Asentamientos urbanos no regulados", *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación* 36: 1-79.
- Turner, J. (1967) "Barriers and Channels for Housing Development in Modernizing Countries", *Journal of the American Institute of Planners* 33: 167-81.
- Turner, J. (1977) *Vivienda, todo el poder para los usuarios*. Madrid: Blume.
- Turner, J. et Fichter, R. dirs (1976) *Libertad para construir*. México: Siglo XXI.
- Yujnovsky, O. (1975) "Notas sobre la investigación de la configuración espacial interna y las políticas de uso del suelo urbano en América Latina", *Revista Interamericana de Planificación* 35: 5-22.
- Ziccardi, A. (1984) "Villas miserias y favelas; sobre las relaciones entre la institución del estado y la organización social en las democracias de la década de 1960", *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*: 159-81.

3. Marginalité urbaine

- Bennholdt-Thomsen, V. (1981) "Marginalidad en América Latina. Una crítica de la teoría", *Revista Mexicana de Sociología* 4: 1505-45.
- Berlinck, M.T. (1975) *Marginalidade social e relações de classes em São Paulo*. Petropolis: Vozes.
- Cardona, R., dir. (1977) *Urbanización y marginalidad*. Bogotá: ASCOFAME.
- Cardoso, F.-H. (1969) "Participación social y desarrollo: la clase obrera y los grupos marginales", coloquio de México sobre participación social en América Latina, 14-16 octubre, 1969.
- Cardoso F.-H. (1971) "Comentarios sobre los conceptos de sobrepoblación relativa y masa marginal", *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales* 7(12): 57-76.
- Cardoso, F.-H. (1972) *Estado y sociedad en América Latina*. Buenos Aires: Nueva Vision.
- Cardoso, F.H. (1975) *Autoritarismo e Democratização*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Collier, D. (1976) *Squatters and Oligarchs: Authoritarian Rule and Policy Change in Peru*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Collier, D. (1978) *Barriadas y elites: de Odría a Velasco*. Lima: IEP.
- DESAL (1965) *América Latina y desarrollo social*. Santiago: DESAL.

- DESAL (1965) *Poblaciones y desarrollo urbano: el caso chileno*. Santiago: DESAL.
- DESAL (1966) *Así viven y así hacen*. Santiago: DESAL.
- DESAL (1969) *Marginalidad en América Latina. Un ensayo de diagnóstico*. Barcelona: Herder.
- DESAL (1970) *La marginalidad urbana: origen proceso y modo*. Buenos Aires: DESAL.
- Germana, C. (1969) "La marginalidad y la percepción de la sociedad antagonista", *Boletín de la Escuela Latinoamericana de Sociología*.
- Germana, C. (1970) "El estado y las masas marginales en Chile", *Boletín de la Escuela Latinoamericana de Sociología* 6: 8-49.
- Germani, G. (1965) "Asimilación de inmigrante en el medio urbano", *Revista Latinoamericana de Sociología* 1(2).
- Germani, G. (1967) "La ciudad como mecanismo integrador", *Revista Mexicana de Sociología*, 3(9).
- Germani, G. (1972) *Consideraciones metodológicas y teóricas sobre la marginalidad en América Latina*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Germani, G. (1973) *El concepto de marginalidad*. Buenos Aires: Nueva visión.
- Gianella, J. (1970) *Marginalidad en Lima Metropolitana. Una investigación exploratoria*. Lima: Cuadernos DESCO.
- Goldrich, D. et al. (1967-68) "The Political Integration of Lower-Class Urban Settlements", *Studies of Comparative Development* 1: 1-22.
- Goldrich, D. et al. (1970) "Political Organization and the Politization of the Poblador", *Comparative Political Studies* 3(2).
- Gurrieri, A., dir. (1971) *Estudios sobre la juventud marginal latinoamericana*. México: Siglo XXI.
- Hargous, S. (1972) *Les déracinés du quart-monde*. Paris: Maspéro.
- IIS/UAM (1977) *Marginalidad, urbanización y empleo en América Latina*, *Revista Mexicana de Sociología* (número spécial no. 4).
- Kowarick, L. (1975) *Capitalismo e marginalidade na América Latina*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Kowarick, L. (1979) *A espoliação urbana*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Kowarick, L., dir. (1987) *Bairro e Fabrica*. Genève: BIT.
- Lewis, J., dir. (1988) *Strengthening the Poor: What Have We Learned?* New Brunswick, NJ: Overseas Development Council/Transaction Books.
- Lewis, O. (1952) "Urbanization without Breakdown", *Scientific Monthly*, 75(7).
- Lewis, O. (1961) *Antropología de la pobreza: Cinco familias*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Lewis, O. (1966) "The Culture of Poverty", *Scientific American* 15(4).
- Lewis, O. (1969) *La vida. Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté*. Paris: Gallimard.
- Lomnitz, L. (1975) *Como sobreviven los marginados*. México: Siglo XXI.
- Lopez, S. (1970) *Tipología de asentamientos urbanos sub-desarrollados*. Lima: SINAMOS, Oficina Nacional de Desarrollo de Pueblos Jovenes.
- Murmis, M. (1969) "Tipos de marginalidad y posición en el proceso productivo", *Revista Latinoamericana de Sociología* 5(2): 413-21.
- Nun, J. (1969) "Sobrepoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal", *Revista Latinoamericana de Sociología* 5(2): 178-236.
- Nun, J. (1972) "Marginalidad y otras cuestiones", *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales* 12: 97-127.

- Nun, J. (1989) "Marginalidad y participación social: un planteo introductorio", comunicación présentée au "Simposio sobre la participación social en América Latina", Mexico, oct. 1989.
- Nun, J., Marin, J.-C. et Murmis, M. (1968) *La marginalidad en América Latina*. Buenos Aires: Instituto Torcuato Di Tella (Informe preliminar).
- Nun, J. et Murmis, M. (1967) *Planteo general de la marginalidad*. Santiago (rapport de l'Instituto Torcuato Di Tella de Buenos Aires pour la Ford Foundation).
- Perlman, J. (1976) *The Myth of Marginality: Urban Poverty and Policies in Rio de Janeiro*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Quijano, A. (1968) "Notas sobre el concepto de 'marginalidad social'".
- Quijano, A. (1969) *Redefinición de la dependencia y proceso de marginalización en América Latina*. Santiago: CEPAL/CLACSO; aussi dans M. Castells, *Imperialismo y urbanización en América Latina*. Barcelone: Gili, 1973.
- Quijano, A. (1971) "La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine", *Espaces et Sociétés* 1.
- Quijano, A. (1971) "Polo marginal y masa marginal en la economía latino-americana"; "The Marginal Pole of the Economy and the Marginalised Labour Force", *Economy and Society* 3(4), 1974: 393-429.
- Quijano, A. (1977) *Imperialismo y "Marginalidad" en América Latina*. Lima: Mosca Azul.
- Riofrio, G., Rodriguez, A. et Welsh, E. (1970) *De invasores a invadidos*. Lima: DESCO; *Eure* 2(4), 1972: 101-42.
- Riofrio, G., et Rodriguez, A. (1980) *De invasores a invalidos II: Diez años de autodesarrollo en la barriada*. Lima: DESCO.
- Rosebluth, G. (1963) *Problemas socio-económicos de la marginalidad y la integración urbana*. Santiago du Chili: CEPAL.
- Schneider, G. et Sigal, S. (1980) *Marginalité spatiale: Etat et revendications urbaines. Le cas des villes latino-américaines*. Paris: CIREC (Cahiers de l'écodéveloppement, no. 13).
- Singer, P. (1973) "Urbanización, dependencia y marginalidad", in M. Castells (dir.) *Imperialismo y urbanización en América Latina*. Barcelone: Gili.
- Stavenhagen, R. (1973) *Sept thèses erronées sur l'Amérique latine, ou comment décoloniser les sciences humaines*. Paris: Anthropos.
- Vandershueren, F. (1971) "Pobladores y conciencia social", *Eure* 1(3): 92-123.
- Vekemans, R. (1969) *La marginalidad en América Latina: un ensayo de conceptualización*. Santiago du Chili.
- Vekemans, R. (1969) *Hacia la superación de la marginalidad: algunas sugerencias*. Santiago du Chili.
- Vekemans, R. (1970) *Marginalidad y pleno empleo*. Santiago du Chili: DESAL.
- Vekemans, R. et Venegas, R. (1962) "Análisis socio-social de la situación pre-revolucionaria de América Latina", *Mensaje* 115: 647-55.
- Vekemans, R., et Venegas, R. (1963). *Social Aspects of Economic Development in Latin America*. Paris: Unesco.
- Vekemans, R. et Venegas, R. (1966) *Marginalidad, incorporación e integración*. Santiago du Chili: DESAL.
- Vekemans, R. et Venegas, R. (1966) "Marginalidad y promoción popular", *Mensaje* 149: 218-22.
- Weffort, F., et Quijano, A., dirs (1971) *Populismo, marginalidad y dependencia*.

San José: Edición de la Universidad Centroamericana.

Zamudio, L. et Clavio, H. (1983) *El barrio popular: ¿marginados o ejército industrial de reserva?* Bogotá: Controversia/ CINEP.

4. Mouvements sociaux urbains

- Bengoa, J. (1971) *Pampa Irigoyen: lucha de clases y conciencia de clase*. Santiago: CESO.
- Borja, J. (1975) *Movimientos sociales urbanos*. Buenos Aires: Sociedad Inter Americana de Planificación.
- Boschi, R., dir. (1982) *Violência e cidade*. Rio de Janeiro: Zahar.
- Boschi, R., dir. (1983) *Movimentos coletivos no Brasil urbano*. Rio de Janeiro: Zahar.
- Calderón, F. (1983) *La política en las calles*. Cochabamba: CERES.
- Calderón, F., dir. (1986) *Los movimientos sociales ante la crisis*. Buenos Aires: CLACSO / UNU-UNAM.
- Cardoso, R. (1983) "Movimentos sociais urbanos: balanço crítico", in B. Sorj et M.H. Tavares de Almeida (dirs) *Sociedade e Política no Brasil pos-84*. São Paulo: Brasiliense.
- Castells, M. (1970) *Luttes urbaines*. Paris: Maspero. (En espagnol: *Movimientos sociales urbanos*. Mexico: Siglo XXI, 1974.)
- Castells, M. (1972) *Chile: Movimiento de pobladores y lucha de clases*. Santiago: CIDU.
- Castells, M. (1979) *Las luchas de clases en Chile*. México: Siglo XXI.
- Castells, M. (1981) *Crisis urbana y cambio social*. México: Siglo XXI.
- Castells, M. (1983) *The City and the Grass-Roots*. Londres: Arnold.
- CEDEC (1977) *Contradições urbanas e movimentos sociais*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- CEDEC (1982) *Cidade, povo e poder*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- CIDU (1971) "Experiencias de justicia popular en poblaciones", *Cuadernos CEREN* 8: 153-73.
- CIDU (Balanowski, V. et Equipo de estudios poblacionales) (1972) "Reivindicación urbana y lucha política: los campamentos de pobladores en Santiago de Chile", *Eure* 2 (6): 55-82. (Traduction française dans *Espaces et Sociétés* 6-7, 1973.)
- Duque, J. et Pastrana, E. (1971) *Elementos teóricos para la interpretación de los procesos organizativo-poblacionales*. Santiago: FLACSO.
- Duque, J. et Pastrana, E. (1972) *La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile 1964-1972*. Santiago: FLACSO.
- Evers, T. (1980) "Os movimentos sociais urbanos: o caso do 'movimento do custo de vida'", in *Alternativas populares da democracia: Brasil, anos 80*, pp. 73-80. Petropolis: Vozes/CEDEC.
- FLACSO (1987) *Espacio y poder. Los pobladores*. Santiago: FLACSO.
- García, J. (1985) *Las organizaciones barriales en Quito*. Quito: Ciudad/ILDIS.
- Giraldo, J. et Camargo, S. (1986) *Paros y movimientos cívicos en Colombia. Movimientos Sociales ante a crisis en Sudamérica*. Bogotá: CINEP.
- Giusti, J. (1972) *Political Participation in Chile. Three Types of "Pobladores" Organizations*. Santiago: FLACSO.

- Giusti, J. (1972) "El programa de promoción popular en Chile. Un intento de organización política de los sectores populares", *Revista Latinoamericana de Ciencia Política* 3(1): 5-25.
- Grupo de estudios Jose-Raimundo-Rossi (1975) *La lucha de clases por el derecho a la ciudad*. Medellín: Ocho de Junio.
- Henry, E. (1973) "Les 'campamentos' et la création du pouvoir populaire au Chili", *Espaces et Sociétés* 9: 115-32.
- Henry, E. (1974) *Urbanisation dépendante et mouvements sociaux urbains. Analyse comparative des expériences de Lima et Santiago du Chili*. Paris: Université de Paris V/EHESS.
- Henry, E. (1978) *La escena urbana. Estado y movimientos de pobladores 1968-1976*. Lima: PUCP, Fondo Editorial.
- Henry, E. (1980) *La centralización del movimiento barrial 1979-80*. Lima: Cuadernos CIDAP no. 3.
- IIS/UNAM (1984) *Temas urbanos y movimientos sociales urbanos*, *Revista mexicana de Sociología*, no. spécial 10-12.
- Ianni, V. (1985) *Masas y Revuelta. Singularidad de la crisis. República Dominicana*. Santo Domingo.
- Jacobi, P. (1982) "Exclusão urbana e lutas pelo direito à moradia", *Espaço e Debates* 7: 53-69.
- Jacobi, P. et Nunes, E. (1983) "Movimentos sociais na década de 80: mudanças na teoria e na prática", *Espaço e Debates* 10: 61-77.
- Jelin, E. (1985) *Los nuevos movimientos sociales*. Buenos Aires: CEPAL.
- Kowarick, L. (1983) "Lutas urbanas e movimentos populares: alguns pontos para reflexão", *Espaço e Debates* 8: 55-63.
- Kowarick, L., dir. (1988) *As lutas sociais e a cidade*. São Paulo: Paz e Terra.
- Krishke, P.J. et Mainwaring, S., dirs. (1986) *A igreja nas bases em tempo de transição*. Porto Alegre: L. & PM/CEDEC.
- Lungo, M. (1980) *Las reivindicaciones urbanas en El Salvador, 1970-1977*. Quito: Ciudad.
- Mesa, N.E., Velez, P., dirs (1988) *Los pobladores: protagonistas urbanos en América latina*. Medellín: CEHAP, UNC Escritos no. 4.
- Moises, L.A. (1978) *Contradições urbanas e movimentos sociais*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Nunes, E. (1986) "Movimientos y practicas urbanas en Brasil", *Revista Mexicana de Sociología* 48(4): 73-86.
- Pastrana, E. et Threlfall, M. (1979) *Pan, techo y poder. El movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*. Buenos Aires: SIAP-Planteos.
- Riofrio, G. (1978) *Se busca terreno para próxima barriada. Espacios disponibles en Lima 1940-1978-1990*. Lima: DESCO.
- Sader, E. (1988) *Quando novos personagens entraram em cena. Experiencias e lutas dos trabalhadores da Grande São Paulo 1970-1980*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Sader, E. et Quevedo, S. (1972) *Algunas consideraciones en torno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*. Santiago: CIDU.
- Santana, P. (1981) "Movimientos populares y reivindicaciones urbanas", in *La problemática urbana en Colombia hoy*. Bogotá: CINEP.
- Singer, P. et Brandt, V.C., dirs (1980) *São Paulo: o povo em movimento*. Petrópolis: Vozes.

- Slater, D., ed. (1985) *New Social Movements and the State in Latin America*. Amsterdam: CEDLA.
- Touraine, A. (1973) *Vie et mort du Chili populaire*. Paris: Seuil.
- Touraine, A. (1987) *Actores sociales y sistemas políticos en América Latina*. Santiago: PREALC.
- Vandershuere, F. (1971) "Significado político de las juntas de vecinos en poblaciones de Santiago", *Eure* 1 (2): 67-90.
- Vargas, J.E. et Aguilar, L.-I. (1976) *Planeación urbana y lucha de clases. Los circuitos viales*. Bogotá: Controversia/CINEP.

5. Pouvoir local et services urbains

- Allou, S., Carrión, F., Larrea, C. et Velarde, P. (1985) *Las ciudades intermedias en el Ecuador: La problemática municipal y los casos de Machala y Santo Domingo de los Colorados*. Quito: Ciudad.
- Azuela de La Cueva, A. (1989) *La ciudad, la propiedad privada y el derecho*. México: El Colegio de México.
- Borja, J., Calderón, F., Grossi, M. et Penalva, S., dirs (1989) *Descentralización y democracia. Gobiernos locales en América Latina*. Santiago du Chili: CLACSO-SUR-CEUMT.
- Carrión, D., dir. (1986) *Ciudades en conflicto. Poder local, participación popular y planificación en las ciudades intermedias de América Latina*. Quito: Ciudad/ El Conejo.
- Carrión, F. (1987) *Quito: crisis y política urbana*. Quito: Ciudad/El Conejo.
- CLACSO (1988) "Marginalidad, movimientos sociales y democracia", *Proposiciones* 14.
- Coing, H. et Montaña, I. (1986) *Le ramassage des ordures ménagères. Expériences de villes du tiers monde*. Paris: Ecole nationale des ponts et chaussées.
- Coing, H. et Montaña, I. (1986) *La gestion de l'eau potable dans le tiers monde*. Paris: Ecole nationale des ponts et chaussées.
- Coing, H., De Lara, P. et Montaña, I. (1989) "Privatisation et régulation des services urbains. Une étude comparative" (ronéo). Paris: Ecole nationale des ponts et chaussées.
- Coing, H. et Henry, E. (1989) "Pour une analyse transversale des services urbains en PED", communication aux Journées internationales de Lille, *Les villes: frein et moteur du développement du tiers-monde*, 6-10 novembre 1989.
- Coraggio, J.-L. (1989) *Descentralización y poder local*. Quito: Ciudad.
- Coyre, M.L., dir. (1986) *A cidadania que não temos*. São Paulo: Brasiliense.
- Downs, C. et Kusnetzoff, F. (1983) "O papel transformador exercido pelo governo local na revolução Nicaraguense", *Espaço e Debates* 10: 24-41.
- Dupuy, G., dir. (1987) *Buenos Aires: la crise des services et des infrastructures urbaines*. Paris: Ecole nationale des ponts et chaussées.
- Espinoza, V., Rodriguez, A. et Rosenfeld, A. (1986) "Poder local, pobladores y democracia", *Revista Mexicana de Sociología* 48(4): 123-40.
- Feijoo, M.C. et Herzer, H.M., dirs (1991) *Las mujeres y la vida de las ciudades*. Buenos Aires: Latinoamericana.
- Figueroa, O. et Henry, E. (1987) *Les enjeux des transports dans les villes latino-américaines*. Paris: Synthèse INRETS no. 6.

- Henry, E. (1985) "La mixité public/privé dans l'organisation des transports collectifs à Managua", *RTS* 6: 23-30; *Les annales de la recherche urbaine* 31, 1986: 53-60; en espagnol dans *Cuadernos Ciudad y Sociedad* 11: 75-91.
- Henry, E. et Figueroa, O., dir (1986-87) *Transports urbains et services en Amérique latine. T.1: Transports et citadins; T.2: Le service public*. Actes de l'atelier de Quito, 8-11 juin 1985. Paris: INRETS.
- Herzer, H. (1986) "Poder local e instituciones", *Revista Mexicana de Sociología* 48(4): 3-6.
- ICE (1990) *Rail Mass Transit in Developing Countries*. Actes du colloque TRRL-INRETS, octobre 1989. London: Thomas Telford.
- Jacobi, P. (1989) *Movimentos sociais e políticas públicas. Demandas por saneamento básico e saúde, São Paulo 1974-1984*. São Paulo: Cortez.
- Knaebel, G., Cadillon, M., Jole, M. et Rioufol, R. (1986) *Que faire des villes sans égouts?* Paris: CEDES.
- Kusnetzoff, F. (1983) "Democratización del Estado, gobiernos locales y cambio social. Experiencias comparativas en Chile y Nicaragua", *Revista Mexicana de Sociología* 45: 191-219.
- Marx, M. (1991) *Cidade no Brasil, terra de quem?* São Paulo: EDUSP/Nobel.
- Ribeiro, A.C.T. et Pinheiro Machado, D., dirs (1990) *Metropolização e rede urbana. Perspectivas dos anos 1990*. Rio de Janeiro: IPPUR/UFRJ.
- Rodríguez, A. (1986) *Hacia una ciudad democrática*. Santiago: SUR.
- Rodríguez, A. et Rosenfeld, A., dirs (1989) *La gestión municipal en las ciudades intermedias en América Latina*. Séminaire SUR-IDCR, Santiago du Chili, mai 1989.
- Vasconez, M. (1986) *Notas para el estudio de la movilidad urbana de los sectores populares de Quito*. Quito: Ciudad.
- Ziccardi, A. (1980) "Formas organizativas de los 'asentamientos humanos marginales' y política estatal", *Revista Interamericana de Planificación* 44: 28-40.
- Zolezzi, M. et Calderón, J. (1985) *Vivienda popular: autoconstrucción y lucha por el agua*. Lima: Cuadernos DESCO.

6. Secteur informel

- Connolly, P. (1988) "Sector popular de vivienda: una crítica al concepto", *Boletín de medio ambiente y urbanización* 9: 3-14.
- De Soto, H. (avec Gherssi, E., Ghibellini, M. et l'INLIDE) (1986) *El otro sendero. La revolución informal*. Lima: El Barranco; Bogotá: Oveja Negra, 1987. En anglais: *The Other Path*. New York: Harper and Row, 1989.
- DESCO (ouv. coll.) (1983) *Lima: una metrópoli, siete debates*. Lima: DESCO.
- Elwest, G., Evers, H.D. et Wilkers, W. (1986) "En busca de seguridad: modos combinados de producción en el llamado 'sector informal' ", *El Trimestre Económico* (juil.-sept.): 477-504.
- Falu, A. (1987) "Mujer y hábitat popular urbano", *Boletín de medio ambiente y urbanización* 18: 36-44.
- Flores Galindo, A. (1988) *Tiempo de plagas*. Lima: El Caballo Rojo.
- Friedmann, J. et Salguero, M. (1987) *The Barrio Economy and Collective Self-empowerment in Latin America: A Framework and Agenda for Research*. Los Angeles, CA: School of Architecture and Urban Planning, UCLA.

- García, J. (1986) *Los desastres naturales afectan mas a los pobres*. Quito: Ciudad.
- Grompone, R. (1983) *Talleristas y vendedores ambulantes en Lima*. Lima: DESCO.
- Ledrut, R. (1965) *Sociologie du chômage*. Paris: PUF.
- Matos Mar, J. (1984) *Desborde popular y crisis del estado*. Lima: IEP.
- Pradilla, E. (1988) "El otro sendero, el mito neoliberal de la informalidad urbana" (ronéo). México.
- PREALC (1976) *El problema del empleo en América Latina: situación, perspectivas y políticas*. Santiago: PREALC.
- PREALC (1978) *Employment in Latin America*. New York: Praeger.
- PREALC (1981) *Sector informal: funcionamiento y políticas*. Santiago: PREALC.
- Prebisch, R. (1963) *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*. México: FCE.
- Revista Interamericana de Planificación*, 22 (85), número spécial "Estructuras de lo cotidiano y funcionamiento de la 'economía real' en las ciudades: Mas allá de la dicotomía formal-informal".
- Ribeiro, A.-C. (1977) *Trabalho urbano: biscate e biscateiros* (thèse). Rio de Janeiro: Instituto Universitario de Pesquisas de Rio de Janeiro.
- Rossini, R. et Thomas, J., dirs (1987) *Los fundamentos estadísticos de "El Otro Sendero". Debate sobre el sector informal en el Perú*. Lima: Friedrich Ebert.
- Sanyal, B. (1988) "The Urban Informal Sector Revisited. Some Notes on the Relevance of the Concept in the 1980s", *Third World Planning Review* 10(1): 65-83.
- Tockmann, V. (1975) *Distribución del ingreso, tecnología y empleo. Análisis del sector industrial en Ecuador, Perú y Venezuela*. Santiago du Chili: ILPES.
- Tockmann, V. et Klein, E., dirs (1979) *El subempleo en América Latina*. Buenos Aires: FLACSO.
- Urriola, R. (1988) "Crítica a una visión neoliberal del sector informal", *Revista Cepal* 1.
- Vargas Llosa, M. (1988) "En defensa de la economía informal del Perú", *Selection du Reader's Digest* 5.

7. Trajectoires et perspectives

- Abiodun, Y., Alonso, W., Bihute, D., Connolly, P., Dass, K. et al. (1985) *Rethinking the Third World City*. Report from Round Table sponsored by the Swedish Ministry of Housing and Physical Planning, May 1985. Stockholm.
- Amiot, M. (1986) *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris: Editions de l'EHESS.
- BAMERINDUS (ouv.coll.) (1992) *Brasileiro: cidadão?* São Paulo: Cultura.
- Bassolls, M. (1985) *La investigación urbana como apoyo al cambio social*. México: COPEVI (*Cuadernos de dinámica habitacional*, Ensayos y documentos, no. 4).
- Browne, E. et Geisse, G. (1971) "¿Planificación para los planificadores o para el cambio social?", *Eure* 1(3): 11-26; (1972) *Cuadernos CEREN* 2: 117-36.
- Carrión, F., dir. (1989) *La recherche urbaine dans les pays d'Amérique andine. Un état de la question*. Bordeaux: Interurba/CNRS-ORSTOM (Pratiques urbaines 8).
- Carrión, F., dir. (1989) *Investigación urbana en el area andina*. Quito: Ciudad/IFEA.

- Carrión, F., dir. (1990) *La investigación urbana en América Latina. Caminos recorridos y por recorrer, T.1 Estudios nacionales*. Quito: Ciudad.
- Carrión, D. et Vainstoc, A., dirs (1987) *La ciudad y los niños*. Quito: Ciudad.
- Clichevsky, N., Cuenya, B. et Peñalva, S. (1986) "Hábitat popular. Experiencias y alternativas en países de América Latina", *Cuadernos del CEUR* 16: Buenos Aires.
- Cohen, M. (1991) *Urban Policy and Economic Development. An Agenda for the 1990s*, a World Bank Policy Paper. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Coing, H., Lamicq, H. et Jolé, M. (1980) *La recherche urbaine sur le tiers-monde en France*. Paris: Université-Paris XII.
- Coraggio, J.-L., dir. (1990) *La investigación urbana en América Latina. Caminos recorridos y por recorrer. T.3: Las ideas y su contexto*. Quito: Ciudad.
- Da Matta, R. (1991) *A casa e a rua. Espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil*. Rio de Janeiro: Guanabara Koogan.
- Dogan, M. et Kasarda, J. (1988) *The Metropolis Era. A World of Giant Cities*. London: Sage.
- Drabek, A.G., dir. (1987) *Development Alternatives: The Challenge for NGOs*. Oxford: Pergamon Press.
- Emmerij, L., dir. (1989) *Un monde ou plusieurs?* Paris: OCDE.
- Espaces et sociétés (1992) "Urbanité et citoyenneté", no. 68.
- Foucault, M. (1969) *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard.
- Gilbert, A., Hardoy, J.-E., et Ramirez, R., dirs (1982) *Urbanization in Contemporary Latin America: Critical Approaches of the Analysis of Urban Issues*. Chichester: Wiley.
- Hardoy, J.-E., (1986) "La Comisión de Desarrollo Urbano y Regional: 18 años de experiencia", *David y Goliath* 16(49): 63-68.
- Hardoy, J.-E., (1989) *Conversaciones sobre la ciudad del tercer mundo*. Buenos Aires: IIED-América Latina.
- Hardoy, J.-E. et Moreno, O.-A. (1972) "Primeros pasos de la reforma urbana en América Latina", *Eure* 2(4): 11-24.
- Hardoy, J.-E. et Moreno, O.-A. (1974) "Tendencias y alternativas de la reforma urbana", *Desarrollo Económico* 13(52): 627-49.
- Hardoy, J.-E., et Morse, R., dirs (1988) *Repensando la ciudad de América Latina*. Buenos Aires: Grupo Ed. Latinoamericano.
- Hardoy, J.-E. et Satterthwaite, D. (1986) "Repensar la ciudad latinoamericana", *Boletín de medio ambiente y urbanización* 17: 2-4.
- Hardoy, J.-E. et Satterthwaite, D. (1987) *Las ciudades del tercer mundo: El medio ambiente de la pobreza*. Buenos Aires: IIED-América Latina.
- Hardoy, J.-E. et Satterthwaite, D. (1989) *Squatter Citizen: Life in the Urban Third World*. Londres: Earthscan.
- Hardoy, J.-E. et Satterthwaite, D. (1991) "Environmental Problems in Third World Cities: A Global Issue Ignored?", *Public Administration and Development* 11: 341-61.
- Henry, E. (1984) "La ville latino-américaine dans la sociologie", *Métropolis* 57: 45-49.
- Krishke, P.J., dir (1984) *Terra de habitação versus terra de espoliação*. São Paulo: Cortez.
- LARES (1988) *Les raisons de l'urbain*, colloque à l'Université Rennes II, 21-23 octobre 1988.

- Marié, M. (1989) *Les terres et les mots: une traversée des sciences sociales*. Paris: Klincksieck.
- Massiah, G. et Tribillon, J.-F. (1987) *Villes en développement. Essai sur les politiques urbaines dans le tiers monde*. Paris: La Découverte.
- Préface, E. et Valladares, L., dirs (1990) *Reestruturação urbana: tendências e desafios*. São Paulo: Nobel/IUPERJ.
- Revue internationale des sciences sociales* (1990) "Histoire de villes. Culture et économie politique des espaces urbains", 125 (août).
- Riofrio, G. (1991) *Producir la ciudad (popular) de los '90. Entre el terreno y el mercado*. Lima: DESCO.
- Rodríguez A. (1985) "Santiago: viejos y nuevos problemas", *El reto de las metrópolis*. Madrid, ICI-CEPAL: Pensamiento Iberoamericano.
- Rolnik, R., Kowarick, L. et Somekh, N. (1990) *São Paulo: crise e mudança*. São Paulo: Brasiliense.
- Sachs, C. (1989) *Urban Challenges for the 1990s*. Washington, DC: World Bank, Strategic Planning and Review Department.
- Sachs, C. (1990) *São Paulo: politiques publiques et habitat populaire*. Paris: Editions de la MSH.
- Sachs, I. (1984) "Les grandes villes face à la crise: travail, nourriture et énergie dans l'écodéveloppement urbain", *Amérique latine* 18: 30-45.
- Sachs, I. (1992) "Transition Strategies for the 21st Century", *Nature and Resources* 23(1): 4-17.
- Sachs-Jeantet, C. (1993) "La citoyenneté, projet de civilisation urbaine", à paraître dans *Homme, Ville, Nature. La culture aujourd'hui*. Paris: Unesco.
- Sagasti, F. (1988) "National Development Planning in Turbulent Times: New Approaches and Criteria for Institutional Design", *World Development* 16(4): 431-48.
- Santos, M. (1987) *O espaço do cidadão*. São Paulo: Nobel.
- Santos, M. (1990) *Metropole corporativa fragmentada. O caso de São Paulo*. São Paulo: Nobel.
- Schteingart, M., dir. (1989) *Las ciudades latinoamericanas en la crisis. Problemas y desafíos*. Mexico: Trillas.
- Segré, R. (1991) *América Latina, fim de milenio. Raízes e perspectivas de sua arquitetura*. São Paulo: Nobel.
- Sonntag, H., dir. (1989) *¿Nuevos temas, nuevos contenidos? Las ciencias sociales de América latina y el Caribe ante el nuevo siglo*. Caracas: Unesco/Nueva Sociedad.
- Touraine, A. (1988) *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*. Paris: Odile Jacob.
- Touraine, A. (1992) *Critique de la modernité*. Paris: Fayard.
- Unda, M., dir. (1990) *La investigación urbana en América Latina. Caminos recorridos y por recorrer, T.2: Viejos y nuevos temas*. Quito: Ciudad.
- Valladares, L. (1989) *La recherche urbaine au Brésil. Un état de la question*. Bordeaux: Interurba/CNRS-ORSTOM (Pratiques urbaines, no. 7).
- Yujnovsky, O. (1983) "Veinte años de investigación urbano-regional latino-americana", *Revista Interamericana de Planificación* 17(67): 86-108.